

Les chemins de la Révolution en Italie

Des années '70 à... demain...

(deuxième partie)

12. 1980 : la première crise

Jusqu'à fin mars, les choses continuent à ce rythme. Il y aura même l'exécution d'une patrouille de trois policiers de la Digos qui, en civil, contrôlaient le territoire dans une zone industrielle de Milan, et puis une offensive contre les magistrats - quatre tomberont, dans différentes villes et par différentes OCC. Mais la guerre se fera bientôt à deux : l'Etat réussit enfin à trouver un point faible, une ouverture. En février-mars, deux militants de haut niveau, après leurs arrestations et quelques jours d'isolement, trahissent et donnent des dizaines de camarades.

Ce sont carrément le chef de la colonne turinoise des BR, Peci, et un responsable de P.L. toujours de Turin, Sandalo. Là on mesura tout de suite une grave erreur stratégique (sinon de fond sur la façon de concevoir l'organisation et le rôle des chefs). Ils en savaient trop, beaucoup trop : dans le cas des BR à cause d'une mauvaise conception de la centralisation et vérification des informations sur les camarades (défaut marxiste-léniniste), tandis que chez P.L. c'était plutôt l'allure anarchisante qui produisit le même résultat. Mais la crise politique révéla que ces deux trahisons furent suivies par d'autres et, plus généralement par un manque de tenue de la part de nombreux camarades, par l'incapacité de tenir face à des pressions auxquelles tout(e) militant(e) était censé(e) être prêt(e), à ce moment, lors de l'arrestation.

Non, à l'évidence cela révélait un problème de fond, une crise au niveau des perspectives, qui engendrait fatigue, peur, et autres contradictions. Et, en tout cas, les dégâts étaient là, surtout sur le plan politique. Parce que, tandis que les traîtres ont toujours existé (et existeront toujours), la dimension du phénomène dans ce cas était excessive. Elle fit s'écrouler, d'un coup un certain prestige de grande efficacité et d'impénétrabilité de l'Organisation (par exemple, la colonne génoise des BR n'avait subi jusqu'alors qu'une arrestation, et son "blindage" était devenu légendaire). Elle révéla faiblesses et misères humaines, par la voix pervertie des

repenti(e)s et par la manipulation médiatique, et déjà présente dans le fait patent de ces redditions instantanées, au moment de l'arrestation. Cette instantanéité choquait beaucoup parce qu'à ce moment on ne pouvait pas encore parler de torture (quelques coups dans les commissariats ne sont pas insupportables) et que, dans l'imaginaire social, on allait de suite à la comparaison avec la Résistance, avec les Partisans qui n'avaient pas produit un tel phénomène, mais au contraire un notoire héroïsme face à la torture systématique. Enfin cela entachait la crédibilité des O.C.C., de la lutte armée, de l'idée de Révolution.

Et puis il y avait le terrible saut de qualité décidé par l'Etat : le massacre à froid de quatre camarades, surpris dans le sommeil, dans une base de Gênes indiquée par le traître Peci. Ce ne fut pas une fusillade, un affrontement comme souvent cela arrive (avec des pertes d'un côté et de l'autre). Ce fut un massacre, confirmé par le secret imposé autour de la maison (qui ne fut rendue visitable aux journalistes que plusieurs jours après, et en vitesse), et par la consigne des corps enfermés dans les cercueils, sans que personne ne puisse les voir ! Il s'agissait d'un massacre délibéré, pour lancer un signal précis : *«dorénavant on va vous tuer !»*

Les camarades tombé(e)s étaient fort représentatifs de ce que sont les BR Anna Maria Ludman, employée de bureau, Lorenzo Betassa clandestin ex-ouvrier Fiat et délégué, Pietro Panciarelli clandestin ex-ouvrier Lancia, Riccardo Dura clandestin ex-ouvrier marin.

Les BR diffusèrent un tract en leur honneur, dans de nombreuses villes et usines et, plus généralement, le mouvement révolutionnaire assumait leur mémoire, dans la bataille contre les médias qui étalaient leur sale oeuvre de dénigrement.

Côté organisations, on réagit en cherchant naturellement à limiter la portée de l'affaire, essentiellement en parlant de *«punaises à écraser»* (les repentis), et en continuant comme avant (ce qui était assez compréhensible, une réflexion et d'éventuelles corrections auto-critiques demandent du temps et des précautions). La guerre continua, mais un tournant majeur se produisit à l'automne.

Fiat, chef de file du grand capital italien, profitant aussi du démantèlement simultané des deux colonnes (BR et PL), à Turin, lança la grande contre-offensive en déclarant l'état de crise et un plan de 14.000 licenciements (ce qui à l'époque était un "scandale", inimaginable !)

La lutte fut grande - 35 jours, avec une première phase de cortèges inter-

nes et d'attaques contre les petits chefs, ensuite une phase d'occupation des usines qui en réalité se révéla une manière subtile des syndicats pour alourdir la lutte, la faire faiblir (en mettant en fait hors d'usine la grande masse des ouvriers et en reprenant le contrôle avec l'appui de l'appareil révisionniste extérieur) - mais désormais dans une phase de défensive et de faiblesse du mouvement ouvrier, en outre à cause des lourds revers subis par les OCC. En maîtres du jeu, syndicats-révisionnistes et patronat-jaunes se partagèrent le travail de sape : les premiers par cette stratégie d'affaiblissement de l'intérieur et en évitant soigneusement une généralisation du conflit à d'autres secteurs ; les deuxièmes par toute la panoplie répressive-collabo, qui culmina dans ce spectacle aussi nouveau que dégoûtant de deux marches silencieuses contre la grève de tous les contremaîtres et d'une partie des employés (directement organisées par les dirigeants du personnel, sous menaces et chantage comme ils l'avouèrent eux-mêmes bien des années après). Ils étaient effectivement des milliers mais la machine à falsifier médiatique déclama bien "40.000" (ce qui était tout simplement impossible seulement en comparant aux chiffres du personnel Fiat) et cela devint tout de suite de l'histoire ! Les syndicats sombrèrent dans le défaitisme, la magistrature intervint pour rétablir l'ordre en envoyant les pelotons de flics aux portes des usines, et les jeux furent faits.

Ultime geste de fierté ouvrière : les insultes, coups de parapluie et tomates par lesquelles les bonzes syndicaux furent remerciés aux assemblées de vote de l'accord de capitulation. Le vote fut largement opposé à l'accord mais, puissance de la démocratie formelle bourgeoise, dans ces cas les syndicats trouvent toujours des raisons pour l'invalidier, et en tout cas soustraire tout le support organisationnel à la poursuite de l'occupation. Ce qui, dans les conditions de faiblesse de l'autonomie de classe, devenait fatal. Il y eu encore deux manifs assez virulentes, le soir même dans Turin, face à un déploiement policier impressionnant, et enfin une irruption de masse, à quelques centaines, à l'un des sièges syndicaux les plus symboliques (la Ligue de Métallos - Mirafiori) pour la dévaster un peu et insulter les collabos.

Cette défaite marquera le tournant, un changement définitif des rapports de force entre classes, même les chiffres s'y mettent : les années '70 furent les années de lutte et d'avancées de classe, les années '80 seront celles de la contre-offensive capitaliste. La classe ouvrière Fiat avait jusqu'alors

constitué l'avant-garde de masse reconnue, le pôle par excellence. Et cela par la forte concentration et l'homogénéité de classe dans le pôle de Turin qui, de surcroît, avait été le haut lieu de tous les moments forts de la lutte révolutionnaire du siècle en Italie.

L'affrontement de classe et, spécifiquement, l'affrontement armé, deviendront toujours plus aigus durant les deux années suivantes. Pour donner des dimensions : 1980 restera l'année ayant vu le plus grand nombre d'arrestations, 1.021, tandis que l'année précédente en avait compté 393. Il y en aura 433 en 1981, et un nouveau pic avec la véritable défaite tactique de '82 : 965.

Il y aura deux événements importants fin '80. La première scission des BR, de la part de la colonne milanaise, marque la fin de l'expansion "linéaire" des BR, révélant des contradictions internes importantes et, en fin de compte, le malaise sourd qui gagnait les rangs face aux graves phénomènes dont nous avons parlé. Un certain aspect "mythique" sur la force et le caractère unitaire s'en trouvait aussi touché. La crise politique qui amena à la scission appartenait naturellement au débat sur les perspectives. La colonne Walter Alasia de Milan, considérait qu'il fallait se recentrer sur l'intervention d'usine, en revenir aux points forts, aux sources de l'autonomie de classe, préoccupée surtout par des effets manifestes de décalage qui s'était produit par rapport à la réalité de classe, suite à l'escalade militarisante. En réalité aussi la colonne W.A. restait persuadée des "fondements", y compris la «*conquête des masses au terrain de la lutte armée*», sans percevoir que le problème se posait probablement déjà dans des thèses aussi extrêmes, et la divergence portait plutôt sur des nuances de projet et méthodes. Par exemple, la colonne W.A. insistait beaucoup sur la concrétisation des Organismes de Masse Révolutionnaires qui faisaient partie du programme des BR depuis longtemps et devaient assurer la dialectique avec l'autonomie de classe, la conquête des masses, avaient pris du retard. Mais, attention, même en devant être des expressions internes aux masses il s'agissait d'organisations clandestines et basées sur la ligne de la lutte armée (ce qui, à notre modeste avis, était déjà l'erreur à la base de cette conception de la dialectique avec les masses). C'est ainsi que la colonne W.A., pour marquer les raisons de sa prise d'indépendance, lança une campagne contre la restructuration et la contre-offensive patronale (qui venait d'éclater au grand jour avec la défaite des ouvriers Fiat) et attaqua deux dirigeants de

grandes usines dans la banlieue milanaise où les BR étaient significativement présentes.

La colonne W.A. payera aussi un lourd tribut à la répression. Plusieurs de ses militants seront abattus par les équipes spéciales de carabinieri. Les camarades Grazioli et Serafini n'auront pas le temps de réagir, ils seront abattus dans la rue à coups de mitraillettes.

L'autre grand évènement fut l'offensive lancée par les BR, conjointement aux Comités de Lutte de Trani, contre les prisons spéciales, sur l'objectif prioritaire de la fermeture de l'Asinara.

Cette île-prison avait subi un premier gros coup avec la révolte de l'année précédente, mais l'Etat l'avait partiellement réhabilitée. Le symbole était trop important, des deux cotés.

L'offensive BR s'articula autour de l'enlèvement de D'Urso, magistrat aux affaires carcérales du Ministère de Justice et le bras de fer commença. Les BR réussirent cette fois une efficace opération de médiatisation en imposant la publication, dans un grand hebdomadaire national, d'un communiqué et d'une interview sur l'opération en cours. Après une dizaine de jours elles furent rejointes par la révolte à la prison spéciale de Trani, où une centaine des prisonniers (organisés dans le Comité de Lutte du Camp) prit en otage une vingtaine de matons. Après une campagne médiatique pour réduire la portée de la "concession", l'Etat organisa la fermeture définitive de l'Asinara. C'était là une indiscutable victoire ! Les BR tinrent parole et libérèrent le magistrat (il s'agissait d'un planificateur des conditions carcérales), tandis que les carabinieri ne se privèrent pas de mater, à leur manière, les prisonniers de Trani. Ils tireront à la mitraillette dans les couloirs pour les obliger à se réfugier dans les cellules et ensuite tabasseront systématiquement tout le monde, y compris (le grotesque dans le drame) certains des matons séquestrés. Il y aura des camarades blessés par balles.

Quelques jours après, le dernier mot revenait encore aux BR qui exécutaient en représailles un général des carabinieri, Galvaligi, responsable lui aussi des prisons spéciales.

On peut presque considérer cette opération comme l'apogée historique, soit par son déroulement et sa victoire, soit aussi parce que c'est la dernière qui fut menée en tant que BR unitaires. Bientôt les lignes de fracture s'ouvriront, en précipitant la crise politique générale.

En chronologie :

- janvier '80, trois agents Digos, Cestari, Tatulli et Santoro, en équipe de contrôle et renseignement sur une zone industrielle de Milan, sont abattus par les BR.
- janvier, le vice-directeur du Pétrochimique de Marghera-Venise, Sergio Gori, est abattu par les BR.
- janvier, le colonel Tuttobene, responsable de contre-guérilla, et un autre carabinier Casu sont abattus par les BR à Gènes.
- janvier, le surveillant d'usine Carlo Ala est tué par erreur (il ne devait s'agir que d'une jambisation) par les Noyaux Communistes Territoriaux (de l'Autonomie de Turin), dans une usine sidérurgique, Framtek, de Fiat. L'auteur de la bavure était à nouveau un "militariste", qui se repentira rapidement...
- février, le dirigeant de l'Icmesa de Seveso, Paoletti, est abattu par P.L. à Monza (Milan). Il s'agit de la célèbre usine qui provoqua la grave pollution à la dioxine.
- février, le vice-président du Conseil Supérieur de la Magistrature, Bachelet, exécuté à Rome par BR.
- mars, le procureur de Salerno (Campania), Giacumbi, exécuté par un noyau dénommé colonne Fabrizio Pelli (proche des BR)
- mars, le magistrat Minervini, chargé d'affaires pénitentiaires au Ministère de Justice, exécuté à Rome par les BR.
- mars, le magistrat Galli, exécuté à Milan par PL.
- avril, le vigile privé Pisciueneri, tué suite à une tentative de désarmement par un noyau ex-PL à Turin
- mai, le dirigeant de la Digos Albanese, exécuté par les BR. à Mestre-Venise
- mai, le dirigeant régional DC de Campania, Amato, exécuté par les BR à Naples
- mai, le journaliste Tobagi (du *Corriere della Sera*), exécuté par un noyau issu de l'Autonomie, la Brigade 28 mars, à Milan
- juin, le carabinier Chionna, tué dans une fusillade après une expropriation, à Taranto (dans les Pouilles), par PL.
- août, les carabiniers Cortellessa et Cuzzoli, tués après expropriation à Viterbo (Latium), PL.
- novembre, le dirigeant industriel Briano, de l'usine Marelli en banlieue de Milan, exécuté par la Colonne milanaise qui vient d'opérer la première

scission des BR. Dorénavant elle opérera en son nom propre "Colonne Walter Alasia"

- novembre, le dirigeant industriel Mazzanti, de l'aciérie Falck, exécuté en banlieue milanaise par la C.W.A.

- novembre, le policier Giuseppe, tué dans une tentative de désarmement, à Bari (Pouilles) par PL.

- décembre, le vigile Zappalà, tué dans une tentative de désarmement, à Pavie (Lombardie) par PL.

- décembre, le général carabinier Galvaligi, exécuté en représailles à la répression à Trani, par les BR.

13. 1981 : offensives et divisions

Ce sera carrément l'année de quatre enlèvements à peu près simultanés, opérés par les trois tronçons dans lesquels venaient de se briser les BR, et en général d'un grand niveau offensif. Tandis que PL aussi allait se fragmenter en deux composantes, les Communistes Organisés pour la Libération Prolétarienne (COLP) et le Noyau Communiste, où déjà le premier sigle signifiait réellement le cantonnement de toute activité et du projet à la libération des prisonniers (en laissant tomber les vellétés de libération du prolétariat, devenue trop difficile), et aux activités annexes d'auto-financement et de combat des appareils de répression. Ce fut presque un bien au vu des dérives, de la perte de lucidité et de consistance stratégique : leur dernière action tournée vers la classe avait été l'occupation de l'École pour cadres de Fiat, où ils mirent au mur cinq professeurs et cinq élèves, en les jambisant. C'était le pur fruit des conceptions de «*guerre sociale totale*» et autres catégories absolutistes, qui feront des dégâts pareils à ceux des aventures du Parti-Guérilla.

Quant à l'aire de l'Autonomie, elle poursuivait sur sa ligne d'activité de plus bas profil, mais au moins enracinée dans le territoire. Des attaques le plus souvent incendiaires ou à l'explosif, des irruptions, quelques rares jambisations. Ici la limite de la fragmentation existait dès le départ et ne sera jamais dépassée. Sur quoi, en plus, allait peser la ligne de dissociation développée par les groupes des pontes-professeurs, ligne qui, après qu'elle aura provoqué des scissions partout, produira le recul général de l'Autonomie (et, à plus long terme, le dépassement sur son propre terrain par la mouvance "anarco-insurrectionnaliste" qui émergera dans les années '90).

Le premier enlèvement est celui opéré contre Cirillo, responsable régional DC en Campanie, dans une stratégie de développement de la "guerre sociale" en relation avec les luttes locales des chômeurs et des sans-abris (notamment par rapport aux sinistrés du récent tremblement de terre qui avait confiné des milliers de familles dans des baraques et des containers, parallèlement aux spéculations ignobles qu'on s'attendait de ce parti de requins qu'était la DC). "Guerre sociale" parce que, justement, les organisateurs étaient la colonne de Naples et le Front des Prisons qui, par cet acte décidé de manière autonome, allaient formaliser la nouvelle rupture et la formation des BR-Parti Guérilla. Ce processus politique allait, en fait, coaguler toute une série des caractères sous-jacents à l'histoire des BR (et en général à la lutte armée en Italie), qui en faisait son aspect éclectique. C'est-à-dire que la matrice de naissance de la lutte armée était tributaire de différents apports qui, à l'époque, donnaient force et arguments pour rompre avec le révisionnisme. Et notamment la Révolution Culturelle et la théorie de Guerre Populaire, de Chine, l'expérience de guerre populaire au Vietnam, la guerre de guérilla à Cuba et en Amérique Latine, (Tupamaros et Marighela). Il y avait donc aussi de solides racines marxistes-léninistes, de continuité avec le Mouvement Communiste International. Mais les exigences de rupture par rapport au révisionnisme, à la voie pacifique et réformiste au socialisme, imposèrent des attitudes plus "prononcées". Et puis, enfin, toute expérience nouvelle a droit à sa jeunesse, à ses erreurs... Avec le temps vient le travail de mise à point, de rectification, de précision, etc. Or, les éléments d'éclectisme revenaient et se transformaient en position subjectiviste/extrémiste, que ce soit dans le parcours qui avait conduit PL à un militarisme désespéré ou que ce soit dans le cas du BR-PG qui aboutissait au même résultat en partant de la radicalisation de thèses ML, et enfin de leur détournement complet.

Voyons certaines de ces thèses. Le point de départ reste la théorie ML sur la crise capitaliste, à caractère historique, par surproduction absolue de capital. Mais on la transformait en évènement catastrophique, où la tendance devenait réalité présente. Dans cette optique, la crise était totale, l'unique réponse du système était la guerre et surtout contre le prolétariat, vu comme principal obstacle à la reprise de part du capital. Donc carrément guerre de destruction contre le prolétariat métropolitain et international.

Et ils allaient se lier par là avec les thèses de PL sur la "crise de commandement", selon laquelle le système imposait uniquement par la force une forme socio-économique obsolète et inutile.

L'étatisation-militarisation des rapports sociaux, de tous les méandres sociaux, était vue comme totale ; tous les supplétifs réformistes ou sociaux étaient immédiatement des flics, etc.

Côté prolétarien, la crise de la composition de classe qu'avait vécu le cycle des années '70 n'était pas grave, en ayant sauté d'un bon pas au "Prolétariat Métropolitain" qui, même si plus fragmenté et travaillé par les restructurations, était encore plus massif et potentiellement puissant. De même, aucune espèce de problème puisque vu que les tendances se concrétisent immédiatement, on a un Prolétariat Métropolitain très radical qui ne demande qu'à faire la guerre. Et la "Guerre Sociale Totale" bien entendu : là aussi une grave dérive vers les thèses subjectivistes, dont le pivot était la négation du passage politique de la Révolution (prise de pouvoir, dictature, transition et autres "antiquités ML"), la négation du politique tout court, et l'affirmation de la valeur subversive (totale !) du social, de l'antagonisme, des luttes, des comportements et... des désirs! Le Prolétariat Métropolitain, le social même ne pouvant s'exprimer qu'en armes, la guerre de classe n'avait pour objet et programme rien de moins que la Transition au Communisme. Le pouvoir que l'on construit en même temps abolit le pouvoir, la légalité révolutionnaire qui abolit la légalité et, comble d'illogisme idéaliste, l'Armée Révolutionnaire comme organe suprême de recomposition de classe, de toutes les pratiques antagonistes et de destruction de tout pouvoir futur... Enfin, quand on s'envole comme Pindare on peut voltiger bien loin et, comme tout bon anarchiste, éviter de donner des réponses ancrées dans un développement matérialiste et dialectique des passages politiques et sociaux.

Il faut bien remarquer cette accélération vers la réalisation des tendances et des processus de transition. Impatience sur laquelle influa, probablement et plus prosaïquement, l'urgence des contradictions très pressantes. Par exemple celle de l'emprisonnement croissant des militant(e)s, de l'impossibilité manifeste de trouver des solutions réalistes à cela, tandis que tout un secteur d'entre eux/elles exigeait qu'on les trouve et vite. Ce n'est peut-être pas un hasard si la partie de la composante historique emprisonnée, partie qui eut un rôle essentiel dans cette dérive des BR-PG, après la défaite militaire, dérapera vite dans la dissociation (avec

toute une suite de récriminations et autres poisons qui envenimeront le climat dans les prisons).

Ce qui se passait dans les prisons avait d'ailleurs un poids important depuis un moment et influa tout particulièrement sur cette séquestration. Dans les voltiges extrémistes du P.G. il y aura aussi ses analyses anarchisantes sur les prisons et les prisonniers : *«Tout le monde pareil et pour objectif immédiat la destruction des prisons !»* Or, justement la connaissance accumulée dans les luttes avait amplement confirmé les distinctions faites par l'analyse marxiste, à savoir qu'il faut se méfier du sous-prolétariat. Mise à jour dans ce cycle, on a pu bien voir que les prisonniers issu(e)s des quartiers ouvriers, métropolitains, étaient une chose, proches par tant de choses de la culture ouvrière et de révolte, qu'une autre était le "milieu" classique marqué aussi par des activités infamantes (comme le proxénétisme et la collaboration en sous-main avec les flics) ; et une autre encore les organisations mafieuses, marquées par une idéologie bourgeoise, aux relents féodaux (vision seigneuriale, les "vrais hommes" qui ont droit à la richesse et à exploiter les autres, l'oppression de la femme, considérée comme une servante, etc.). Les luttes s'étaient recoupées sur ces distinctions précises de classe, avec des débordements dans les rangs de petits soldats des mafias (vu que pour eux toute l'idéologie mafieuse restait plutôt une abstraction et pas tellement une réalité de vie), en trouvant sa source chez les jeunes braqueurs des banlieues ouvrières.

Or voilà que le P.G. passe par-dessus tout et se lance dans une aventure avec une branche de la camorra napolitaine, et c'est là aussi le résultat de ses audaces théorico-pratiques. Théoriques en tant qu'élaborations aplatissant toutes les différences et la complexité de classe dans une catégorie unique et légitimant n'importe quelle attitude sociale de "transgression" : le Prolétariat Métropolitain (on ne critique pas ici la catégorie qui, au contraire, est plutôt juste et utile, mais sa version P.G.). Pratiques puisque le P.G. arrive à valoriser les activités illégales-extralégales tout court, comme forme de lutte du P.M., même en expansion, une sorte de terrain substitutif à celui de la production (qui se réduisait et était soumis à la pression des restructurations). Ainsi il y aura échange de bons procédés sur ce plan et sur le plan de la lutte contre les appareils répressifs. Plus encore, il y aura le rapprochement interne en prison sur base du contraste au "repentir" : là malheureusement jouaient les dynamiques

carcérales, le poids de la vie en captivité, avec ses pathologies, pourrait-on dire et notamment la spirale paranoïaque de la suspicion.

Le PG voulait briser le phénomène du repentir en commençant par des exécutions exemplaires et, parallèlement, en disciplinant les rangs, en débusquant toute attitude ambiguë, potentiellement porteuse de trahison, etc. Sur cela il y avait entente avec la branche de Camorra, alors en puissance, de la N.C.O. qui mélangeait un certain populisme (démagogique bien entendu) et de la sympathie pour ces révolutionnaires qui étaient souvent issus de Naples et si courageux et forts dans l'affrontement avec les flics et l'Etat. L'entente fut trouvée sur ce terrain où la camorra est très experte depuis toujours : faire passer le temps en prison à ses jeunes dans une observation réciproque et constante des attitudes, des comportements, etc. toujours à la recherche de raisons ou de prétextes pour régler des comptes, pour «*monter des tragédies*» (comme on dit en jargon carcéral).

Paradoxe suprême : ses dérives "libertaires" amenèrent le PG à une campagne de flicage de la vie carcérale. La vie dans certaines sections devenait infernale et produisit pas mal des drames et d'implosions : en '83 le PG s'écroule politiquement, et une bonne partie des camarades ébranlé(e)s par ces dérives empruntèrent la voie de la dissociation...

Et donc, évidemment, dès cette opération de séquestration du responsable de la DC Cirillo, des contacts avec la N.C.O. s'avérèrent importants, particulièrement pour son dénouement par le paiement d'une forte rançon, dont une partie à la camorra, pour ses bons offices... Partie plutôt sur de bonnes bases en termes de contenu politique, en dialectique avec les luttes des sans-abris et des chômeurs (des exigences en ce sens avaient été avancées), elle s'est perdue dans les méandres de ces aventures politiques. En donnant à la fin l'impression d'une simple opération à rançon faite de mèche avec la camorra.

Le mois de mai voit démarrer la séquestration de Taliercio, le directeur de la Pétrochimique de Marghera-Venise. Comme nous l'avons déjà dit, c'est un des pôles de classe en Italie, que ce soit par ses dimensions et sa concentration (avec les usines de métallurgie, autour de 40.000 salarié(e)s), ou que ce soit par ses caractères d'usine de mort, très toxique, ayant produit des fortes expériences ouvrières de critique anti-capitaliste, débordant sur le territoire amplement touché par les pollutions. Ainsi le niveau de l'autonomie de classe a toujours été élevé, - tant l'Autonomie

Organisée que par les BR y avaient des forts liens. Cette opération s'intégrait dans le combat général contre la vague de restructurations et la contre-offensive patronale. Il n'y aura par contre pas de revendication particulière, les BR/PCC ne concevant pas une forme de "syndicalisme armé", et Taliercio sera exécuté.

Il faut aussi rappeler qu'à l'occasion de toutes ces opérations gérées indépendamment par trois organisations, les BR qui restaient sur les positions officielles décidèrent, pour mieux se qualifier suite aux positions émergentes, de se nommer dorénavant BR pour la construction du PCC (Parti Communiste Combattant), donc BR/PCC. Nous verrons que ce sera cette organisation qui se révélera la plus solide, à tous les points de vue, la seule à survivre à la terrible épreuve des années à venir, la seule à exister jusqu'à aujourd'hui.

Au mois de juin ce sera la C.W.A. qui séquestrera un dirigeant d'Alfa Romeo à Milan, Sandrucci.

En pleine lutte contre un plan de licenciements massifs, cette opération fut gérée en soutien explicite à la mobilisation ouvrière avec un objectif direct : le retrait des licenciements. Ce qui fut obtenu après un mois de détention, la C.W.A. consentant alors à la libération de l'otage. On voit là une différence fondamentale entre les deux branches des BR, les uns se méfiant des dérives "syndicalistes-économistes", les autres centrant leur axe sur une dialectique serrée avec la classe ouvrière. En fait il faut dire qu'il s'agit de nuances qui avec le temps s'estomperont, les uns n'étant pas des "obsédés" du centralisme politique ni les autres des économistes. Aussi la C.W.A. se sauvera du désastre suivant, mais par sa tenue politique à l'intérieur des prisons et non pas en tant qu'organisation ou, du moins, en tant que projet (nombre de leurs militants sont aujourd'hui toujours actifs, au niveau public, dans le mouvement).

Là il faut souligner aussi que cette opération survenait au milieu d'une très intense activité de la C.W.A. On peut même dire qu'en cette année 1981, elle a été l'organisation la plus efficace.

Fleuron ouvrier des BR - avec un pourcentage de militants d'usine qui dépassait la moitié des effectifs, à peu près une centaine et concentré(e)s dans l'aire métropolitaine milanaise - la C.W.A. bénéficiait en fait de toute la richesse du parcours historique BR qui étaient nées là. Leur implantation dans les grandes usines les orienta à trop croire que la solution de l'impasse qui commençait à se profiler pouvait toujours se

résoudre en "retournant aux sources", en relançant la dialectique fondamentale Parti/masses. Leur bataille pour le développement des Organisations de Masse Révolutionnaires, vues comme l'anneau de jonction essentiel, et le passage pour faire progresser le processus révolutionnaire, était sûrement juste. Mais, comme les autres la C.W.A. se trompa gravement en pensant que cette jonction, cette conquête des masses allait déjà se faire sur le terrain de la lutte armée. Ainsi, la C.W.A. fit des interventions systématiques et même spectaculaires. Elle frappa les chefs et dirigeants des plus importantes usines et grands hôpitaux, tous traversés par des luttes et des structures d'organisation autonomes, dans certains cas carrément comme O.M.R. (ce fut le cas d'Alfa Romeo, Falck, Breda et autres). Elle fut capable de jambiser un chef à l'intérieur de l'usine par un noyau de "bleus" encagoulés, chez Alfa Romeo, en plein horaire de travail.

Un autre "détail" qui fit scandale est que le dirigeant Sandrucci, à sa libération, se montra réticent à collaborer avec les carabinieri et magistrats, en risquant des poursuites pour faux témoignage au procès. Et cela parce qu'il arriva à dire que dans le temps de confrontation avec ses gardiens, qui discutaient avec lui et lui donnèrent des textes, marxistes, à lire ; il commença alors à réfléchir sur le "sale travail" qu'il faisait... Cela aussi rajouta au prestige de la C.W.A.

Leur grande activité était par ailleurs accompagnée d'une abondante production de textes et de brochures (dont on trouve encore une partie), d'ailleurs en général 1981 a connu une vaste production de la part de toutes les organisations, y compris les comités de prisonniers.

Enfin, au mois de juillet il y a l'enlèvement de Roberto Peci, frère du grand repentir et collaborateur de police lui aussi. Ce fut fait par le Front des Prisons des BR, structure encore formellement centralisée, mais étant désormais dans la réalité une des deux structures qui formeront bientôt officiellement le PG La détention durera environ un mois, avec les interrogatoires et la confirmation de son double jeu et de son rôle à pousser son grand frère à la trahison. Avec l'issue qu'on peut imaginer.

Tandis que les BR menaient cette épreuve de force, tout en étant traversées par des lignes de fracture irréversibles, les autres O.C.C étaient désormais à la fin de leurs ressources politiques.

Elles ne conduisaient plus que des actions de survie, en relation aux prisonniers et aux camarades en clandestinité. L'unique action d'enver-

gure fut l'exécution d'un sbire-tortionnaire, Rucci, de la prison de Milan. Mais même celle-là ne sortait aucunement du "circuit fermé" et marginalisant de l'affrontement avec la prison et la répression. C'était un final vraiment peu glorieux, surtout pour une organisation comme P.L. qui avait quand même une base de patrimoine théorico-politique important, et qui avait avancé des ambitions "novatrices" et d'avant-garde d'un type nouveau, intéressantes mais entachées par trop d'excès et de présomptions.

Dans un tel cas, on peut vraiment dire que l'épreuve des faits a été décisive. Leur débandade aux premières difficultés sérieuses, leur capitulation et leur passage au camp de la dissociation, jusqu'à les retrouver maintenant dans les rangs du mouvementisme actuel pacifiste, réformiste et institutionnel, nous fait penser que le terrain de l'innovation révolutionnaire doit être maîtrisé avec prudence, cohérence, et modestie. Et avec le plus grand respect (critique toujours, et sûrement pas d'exaltation idéaliste-religieuse) pour les expériences historiques, qui ont été le fruit de l'élan, de la lutte et du travail de grandes masses prolétariennes. Sur le mépris, sur l'intellectualisme hautain on ne peut rien construire de bon.

En décembre, ç'est le tournant. La fracture des BR est formalisée (après que les dernières tentatives de recomposition furent expédiées) par la publication d'une *Résolution* et de *Thèses* de la part des BR-PG -qui officialise aussi son nom-, et par la décision du Comité Exécutif -BR (l'instance suprême de centralisation) d'adopter aussi un nouveau nom, pour que les choses soient claires, à savoir BR- PCC.

Tournant aussi parce que l'opération Dozier démarre, qui constituera le début de la défaite de '82. Dozier est un général US, au long curriculum vitae au service de l'impérialisme. Il a agi notamment au Vietnam, et les BR-PCC. décident de l'enlever pour ses hautes responsabilités dans le commandement OTAN-Europe du Sud. L'opération se passe plutôt bien, il y a publication de déclarations du général où il reconstruit amplement des passages et des crimes de l'impérialisme US, mais on sent aussi que le climat de l'affrontement est en train de faire un saut.

Avant de passer à cela, résumons 1981 chronologiquement :

- février, exécution de Marangoni, directeur sanitaire des grands hôpitaux de Milan, par BR- C.W.A.
- avril, exécution de Cinotti, tortionnaire pénitentiaire, par les BR à Rome

- avril, Canciello et Carbone, agents d'escorte du responsable de la DC Cirillo, enlevé, par la colonne BR de Naples, sont tous deux abattus.
- mai, idem pour le vigile Rinaldo, pendant une expropriation par PL à Vercelli (Piémont)
- juin, le surveillant d'usine Frasca chez Alfa Romeo, abattu par PL en banlieue milanaise
- juin, le citoyen Zidda est abattu par erreur pendant une action de Barbagia Rossa contre un carabinier en province de Nuoro (l'organisation a reconnu publiquement l'erreur)
- juin, le vice-questeur de police Vinci, responsable de la contre-guérilla, est abattu par les BR à Rome
- juillet, exécution de Taliercio, le directeur de la Pétrochimique de Marghera, par les BR à Venise
- juillet, le brigadier de police Carluccio, est volatilisé en déminant une bombe posée par les Brigades Ouvrières pour le Communisme (structure de l'Autonomie)
- juillet, le carabinier Lanzafame, est abattu dans une attaque contre une patrouille par Barbagia Rossa, dans sa campagne contre la militarisation, à Cagliari
- août, Roberto Peci, collaborateur de police, est enlevé à Rome et exécuté par les BR-PG
- septembre, le tortionnaire pénitentiaire Rucci, est abattu par PL à Milan
- novembre, le policier Viscardi, est tué par des militants de PL au cours d'une fusillade pour se soustraire à l'arrestation.

14. 1982 : le tournant de la défaite tactique

A vrai dire, l'année avait commencé en fanfare. Le 3 janvier dans un assaut de grande qualité militaire à la prison de Rovigo (Vénétie), quatre camarades sont libérées, dont une dirigeante historique de PL, Susanna Ronconi. De grande qualité militaire, puisque cela avait demandé d'isoler tout un côté de la prison, donc d'occuper le territoire, de faire exploser l'enceinte et d'ouvrir une brèche, en tenant sous le feu les matons des miradors, et enfin de récupérer tout le monde et de repartir. Ce qui a été bien fait, et pourtant sans empêcher un malheureux incident, avec un retraité qui passait pas loin et qui est mort d'infarctus par le souffle. Les camarades assumeront l'accident comme il se doit, dans leur communiqué de revendication, en présentant leurs excuses à la famille. Au moment du

procès, l'épouse du retraité a dit comprendre la nature d'incident, vu les mesures de précaution et d'éloignement des passants de la rue, et que la nature de leur combat n'était pas du tout de toucher les gens du peuple. Pour cela, elle ne se constitua pas partie civile (les médias se gardèrent bien de rendre compte d'un tel geste, avec tout ce que cela signifiait).

L'opération avait aussi été l'occasion de retrouvailles entre les deux tronçons de l'ex PL, les COLP et le Noyau Communiste. Et elle fut précédée par une autre libération brillante, en attaquant là aussi de l'extérieur, la prison de Frosinone (Latium). Mais, au delà de la beauté de ce genre d'opérations, le vide stratégique restait et ces opérations elles-mêmes en témoignaient. Parce que ce terrain est totalement illusoire, sauf (peut-être) dans les phases de grande puissance : or on était dans une phase de défaite tactique et les arrestations se suivaient, massives. Non seulement il était impossible de faire quelque chose de durable avec des forces qui se réduisaient en peau de chagrin et d'assurer les énormes besoins logistiques (PL et les groupes autonomes en arrivèrent à cette période à un nombre hallucinant d'expropriations, et cela seulement pour subvenir aux besoins de la clandestinité), mais c'était absolument disproportionné par rapport aux milliers de prisonniers.

Pendant cette phase ('81 à '83) leur mouvance n'a fait que s'alimenter dans un discours centré autour de la question prison-répression, en voulant y juxtaposer une perspective de libération interne à leurs catégories de "guerre sociale totale", donc en s'alimentant en illusions et frustrations, qui finiront par retomber lourdement.

L'arrestation, seulement un mois après, d'une des évadées avec un des militants du commando en fut la démonstration immédiate...

Entre temps tout un groupe des militant(e)s de PL est arrêté, après des jours de chasse à l'homme, suite à une expropriation et à une première fusillade (où tombent le camarade Lucio Di Giacomo et deux carabinieri), dans un bois en Toscane et à Rome à la recherche des blessé(e)s.

Les faits sont fortement médiatisés, en soulignant l'intervention d'équipes US. C'est surtout le début de la torture systématique, par méthode scientifique sur les camarades qui tombent successivement. D'autres cas ont précédé, début janvier '82, avec des militants des BR-PG capturés en essayant d'enlever le plus haut dirigeant de Fiat.

Quand, à la fin janvier '82, les équipes spéciales arrivent à débusquer la base où est séquestré Dozier, ils feront une opération très médiatisée de

libération de l'otage, en montrant un nouveau visage de Rambos encagoulés, dans une finalité explicitement terroriste. Les cinq militants capturé(e)s seront brutalement torturé(e)s, l'un des principaux dirigeants nationaux (Savasta) craquera, en poursuivant ensuite ses révélations en tant que repent. Là aussi les désastres seront comparables à ceux provoqués par le premier chef repent, Peci, avec la circonstance aggravante que de nombreux camarades passeront par la torture et nombreux sont ceux qui craqueront (en se rétractant ensuite et en dénonçant la torture, mais le dégâts étaient faits.). Pour l'honneur, un de cinq gadiens de Dozier offrit une résistance exemplaire et il réussit au premier passage au tribunal en comparution immédiate à dénoncer haut et fort la torture, en montrant les marques sur son corps, et à faire publier le fait dans les journaux (qui ont tout fait pour l'amoindrir, le dénigrer et l'étouffer). Ce camarade s'appelle Cesare Di Lenardo, il est encore prisonnier (24 ans) et il a toujours gardé sa dignité et sa place dans le mouvement révolutionnaire. Très considéré par tous les prisonniers, il mérite un salut particulier.

Avec des centaines d'arrestations en quelques mois - il y en aura presque autant cette année là que pendant l'année catastrophique 1980, presque un millier - la situation des O.C.C. se précipita, les militants ne se remplaçant pas au même rythme. Certaines organisations, comme la C.W.A., furent simplement détruites. Ne parlons même pas du sentiment de peur qui commençait à gagner autour d'elles le tissu de classe, déjà passablement malmené par les coups successifs reçus sur tous les plans. La donnée avait vraiment changé sur ce point. Il fallait se rendre compte qu'une perspective d'attaque, d'offensive généralisée n'était plus du tout soutenable. Un pas en arrière, et même plus, s'imposait. Les BR-PCC démontrèrent là aussi leur avance politique, en décrétant la «*Retraite stratégique*».

Cela ne signifiera pas l'arrêt de l'activité, mais sa redéfinition, son repositionnement sur une ligne arrière.

A l'inverse les subjectivistes qui, en la figure du P.G., répondirent par un appel à approfondir encore plus la guerre, tout en criant à la trahison contre ceux qui soulevaient le moindre doute : 1982 sera ainsi marqué par leurs derniers "exploits". Il fallait élever plus encore le niveau d'affrontement, et ce sera l'attaque à des casernes de l'armée (trois), pour démontrer qu'on voulait passer à un niveau de guerre ouverte. Cela bien sûr avec

les dérapages prévisibles, comme la mort d'un simple soldat (effectuant son service obligatoire). Ou encore l'attaque des banques comme terrain proposé aux Prolétariat Métropolitain, comme terrain de recomposition, forme de lutte contre la crise et le chômage,... Et ce sera d'ailleurs dans une des ces attaques que se consommera la pire "bavure" : l'exécution de deux vigiles déjà désarmés et face au sol. Action trop semblable à celles de l'ennemi, qui déclencha enfin une réaction vigoureuse des autres organisations, l'isolement politique des auteurs en prison, et la mise en difficulté définitive du PG.

Le PG déferla dans les prisons pendant cette année, en imposant ce climat de terreur anti-trahison (et en connivence avec une partie de la Camorra, dont on a parlé). Il y aura quelques exécutions, non pas de vrais traîtres (qui étaient évidemment protégés ailleurs), mais de camarades qui avaient craqué sous la torture et qui avaient donné peu d'informations, tout en se rétractant par la suite en déclarant vouloir réintégrer la communauté prisonnière, en y faisant l'auto-critique souhaitable. Ensuite il y avait un problème plus général, mais d'ordre politico-idéologique, des faiblesses et incertitudes qui gagnaient les rangs, du fait de la défaite évidente ou de la fatigue et la difficulté de la détention. Comment penser affronter cela en termes inquisitoriaux, en réduisant tout à *«l'âme petite-bourgeoise prévalant sur l'âme prolétarienne»* dans le reflet de la guerre sociale totale en chaque personne...

Ils en étaient arrivés à penser cela même par rapport à la torture : selon eux, si on était vraiment convaincu, on résistait sûrement. Les expériences historiques de tous les mouvements révolutionnaires prouvent que cela n'est pas vrai. Le climat dans les prisons devint irrespirable, avec comme résultat principal de faire exploser un tas de camarades et de les jeter dans les bras de la dissociation. Par ailleurs, sous le poids de la défaite militaire (totale dans le cas du PG comme dans celui de PL), des déchirements violents, des coups auxquels les flics s'adonnaient maintenant à cœur joie (les luttes et révoltes internes ne bénéficiant plus ni de soutien militaire extérieur, ni d'un rapport de force de classe favorable), la chute fut brutale pour le PG.

Se retrouver à zéro, après avoir parlé de guerre totale en développement, d'Etat réduit à l'exercice de la force brute et à l'isolement social, de transition au Communisme comme programme immédiat, etc. le contrecoup ne pouvait qu'être dévastateur.

Ainsi fut-il. Après quelques sursauts désespérés, les dissociations, les repentirs, et au mieux les retraits dans le silence se multiplièrent au cours de l'année 1983. Le cas des "madonnari" fut le plus grotesque : tout un groupe d'anciens et de principaux promoteurs de cette aventure insensée, qui sombra dans la religion, après avoir affirmé entre autre d'avoir eu une vision de la madone !

Ce sera moins drôle quand ils donneront lieu à des actes de "contrition" publique, comme de rencontrer certaines personnes frappées par les initiatives combattantes, en se prêtant à une médiatisation ad hoc, dans laquelle se distingue encore maintenant le triste Franceschini qui véhicule les pires calomnies sur la manipulation par les services secrets et autres délires.

En septembre '82, le prof. Toni Negri, avec ses acolytes universitaires, lance en grandes pompes la campagne de dissociation par un document qui circule dans les prisons, et il y trouvera évidemment un terrain fertile. Cela restera l'opération de dissociation principale, de par ses promoteurs, leurs capacités politiques et idéologiques, mais d'autres vagues s'ensuivront et se superposeront. Chaque groupe voulant se distinguer, et faisant parfois fine bouche, en prenant à son compte toute la manipulation bourgeoise des mots, pour mystifier, falsifier la réalité. Ainsi PL qui sera un des groupes de dissocié(e)s le plus nombreux et homogène, ne parlera pas de dissociation mais de «*oltrepassamento*» («*dépassement*») de la lutte armée, de «*revisitation historique*» et autres euphémismes. Leur réalité sera toute aussi dégueulasse que celle des premiers.

Il faut bien mesurer comme la dissociation, dans ses variantes, a signifié la possibilité pour l'Etat d'opérer la désagrégation du mouvement révolutionnaire par lignes internes, d'obtenir une victoire inespérée sur le plan politico-idéologique. Parce que les dégâts du repentir restent, pour graves qu'ils puissent être à l'occasion, limités sur le plan organisationnel-militaire. Tandis que la dissociation a signifié une désagrégation, une délégitimation par l'intérieur. Avec un effet destructeur infiniment supérieur. On peut dire qu'entre '83 et '86, dates auxquelles correspondent aussi un nombre important de gros procès et donc de moments de vérité, environ une moitié des prisonniers glissa vers des formes plus ou moins marquées de dissociation. Une loi spécifique étant approuvée, avec des largesses considérables, on assistait aux procès au lamentable spectacle d'un monumental voyage à Canossa. Une réalité d'autant plus ignoble

qu'inévitablement les privilèges pour les uns signifiaient durcissement pour les autres, tant sur les peines prononcées par les tribunaux que sur les conditions de détention. Ceux et celles qui, tout en n'étant plus motivé(e)s, garderont une attitude digne ne se prêtant pas à ces ignobles marchandages, en ne se désolidarisant pas des groupes de militant(e)s qui continuaient, furent minoritaires. Tout cela donnera lieu à un climat d'affrontements internes dans les prisons, à une période dure pour ceux/celles qui résistaient, et à l'importance de la bataille politique contre la dissociation.

Il est certain que toute défaite révèle des erreurs et contradictions qu'il faut ensuite savoir cerner et résoudre, et que cela prend des années. Ce sera un élément dans la redéfinition d'un projet politique à la hauteur des problèmes posés.

Faisons une dernière chronologie pour cette année 1982:

- janvier '82, le retraité Angelo Furlan décède accidentellement pendant la libération de la prison de Rovigo par les COLP et NC.
- janvier, les carabinieri Savastano et Tarsilli sont abattus, après une expropriation en province de Sienne (Toscane), par les COLP.
- avril, le responsable de la DC Delcogliano et son chauffeur Iermano sont abattus à Naples par les BR-PG.
- juillet, le dirigeant de police Ammaturo et son chauffeur Paola, sont abattus à Naples par les BR-PG.
- août, les policiers Bandiera et De Marco, le soldat Palumbo, sont abattus à Salerno (Campania) par les BR-PG, dans une attaque contre un convoi militaire pour l'expropriation des armes.
- septembre, le carabinier Atzei est abattu à un poste de contrôle routier, par un noyau proche des BR-PG, près de Turin.
- octobre, les vigiles de banque D'Alleo et Pedio, abattus par les BR-PG, à Turin.
- décembre, le médecin pénitentiaire Galfo, près de la prison féminine de Rome, est abattu par Potere Proletario Armato (proche des BR-PG).

Cette année, le bilan sera lourd aussi quant aux camarades tués:

- Lucio Di Giacomo perdra la vie dans la fusillade après l'expropriation près de Sienne. C'était un jeune militant de la banlieue de Turin, très apprécié.
- Umberto Catabiani sera abattu, alors qu'il déjà blessé, après une longue chasse à l'homme suite à un premier accrochage. Il fut lui aussi victime de

la nouvelle ligne des exécutions sommaires. C'était un membre de la Direction Stratégique des BR, ayant intégré les BR-PCC. Un camarade de Toscane très connu et estimé.

- Rocco Polimeni, militant milanais des COLP, se donne la mort dans un moment de désespoir en clandestinité. C'est moins considéré et quelque peu caché, mais la dureté des situations de lutte produit parfois la mort de cette manière - il y en aura une dizaine tout au long de ces années de combat.

- Ennio Di Rocco, militant des BR-PG, tué en prison pour avoir craqué sous torture ce qui avait provoqué des dégâts. Tout de suite il s'était rétracté et avait demandé à intégrer les sections carcérales des camarades.

- Stefano Ferrari, militant des BR-C.W.A., fusillé dans un bar tandis qu'il était en réunion avec deux autres camarades, qui survivront tout en étant criblés des balles eux aussi, à Milan.

- Maurizio Biscaro, militant des BR-C.W.A., tombé de l'immeuble où faisaient irruption les carabinieri pour l'arrêter lui et d'autres militants, en banlieue de Milan.

15. La retraite stratégique

L'escalade militariste du PG se termina dans un effondrement retentissant.

Sa dernière aventure avait soulevé une réprobation générale dans le mouvement révolutionnaire, mais surtout le PG implosa une fois tous ses militants en prison. Le contrecoup de tant de velléité et d'extrémisme fut probablement inévitable : les repentirs et les dissociations se multiplièrent dans ses rangs au cours de cette même année '83.

Les rares camarades des différentes O.C.C. rescapé(e)s des rafles qui s'enchaînaient, furent de plus en plus occupé(e)s par les problèmes de survie, qu'il fussent encore en Italie ou partis à l'étranger.

Ainsi en '83 il y aura encore des épisodes liés aux opérations d'expropriation, ou aux affrontements occasionnels avec les flics. Un groupe de militant(e)s de différentes origines essaya en France de coopérer avec Action Directe. Mais cela tourna court entre la mort d'un camarade au cours d'une fusillade (Ciro Rizzato, militant milanais des COLP) et la capture d'autres ; et le manque de projet et d'une analyse cohérente.

L'unique organisation survivante sera les BR/PCC. Démonstration

précise du fait que la détermination révolutionnaire est aussi nécessaire qu'une solidité idéologique et de stratégie-ligne politique. Particulièrement importante fut leur lucidité à affronter la défaite tactique. Dès le final dramatique de l'opération Dozier, elles tirèrent des conclusions sur le changement qualitatif de la situation et décidèrent une nouvelle ligne : la «*retraite stratégique*».

Il fallait reculer, se positionner sur une ligne moins ambitieuse, tout en continuant le combat, à une autre intensité, sur d'autres temps et dynamiques. On commençait aussi à prendre la mesure d'une défaite qui n'était pas uniquement celle du mouvement révolutionnaire mais plus largement celle de la classe.

Depuis l'offensive de Fiat en octobre '80, le rapport de force avait basculé et on sentait cela à tous les niveaux, dans toutes les situations. Le fil qui alimentait les O.C.C. était compromis, à partir de la composition de classe, de ses tendances à l'autonomie de classe. Et on n'en était qu'aux débuts du phénomène, malheureusement.

La capacité à voir tout cela, et à le situer aussi dans son contexte international et dans une perspective historique, fut ce qui permit aux BR-PCC d'alimenter le débat et d'avancer quand même, résistant aux fortes pressions liquidatrices qui s'exerçaient tout autour.

Ce débat donnera lieu à la dernière division, celle de '84. Bien moins grave que les autres, il faut dire, parce qu'elle ne donnera pas lieu à des oppositions excessives, nuisibles à l'intérêt commun. Ce sera une division entre deux entités qui poursuivront leur chemin plutôt parallèlement durant des années, et jusqu'aujourd'hui.

Elles seront appelées au début *première position* et *deuxième position*, la première restant majoritaire et donc dépositaire de l'Organisation. Le centre de la discorde était la critique soulevée par la deuxième position sur l'axe stratégique qui avait jusque là dirigé les BR, à savoir la «*stratégie de la lutte armée*». La critique relevait surtout les limites d'un certain éclectisme des références qui avaient présidé et formé l'expérience armée. Notamment les concessions au guévarisme et une transposition un peu mécaniste de la théorie de la Guerre Populaire Prolongée maoïste. Tout en constatant que la grosse limite qui avait émergé était la déconnexion grandissante d'avec les dynamiques de classe, parallèlement à la constitution illusoire d'un «*système de pouvoir rouge*» où on confondait les tâches et les possibilités des organismes de masse avec celles de l'avant-

garde.

La deuxième position voulut récupérer la vision léniniste, dans le sens où dans les centres impérialistes le processus révolutionnaire est forcément scindé entre la dynamique de l'avant-garde (qui fait toujours la politique, y compris avec les armes, en élaborant la stratégie et le chemin général) et celle des masses qui évoluent et se radicalisent mais ne se rendront disponibles au saut de l'affrontement armé que dans un moment de précipitation de la crise révolutionnaire (moment en général très concentré dans le temps) ; l'art politique du Parti consistant à conjuguer ces deux dynamiques et à les amener à une conjonction forte dans la phase de précipitation que l'on appelle aussi le moment de l'insurrection. Pour cette raison, la deuxième position a été aussi qualifiée d'insurrectionnaliste. Mais ce n'est pas précis, parce qu'elle n'enlève rien aux éléments acquis de ce cycle de lutte, à savoir la nécessité de structurer dès le départ, même dans une phase non révolutionnaire, la stratégie comme étant basée sur l'unité du politique et du militaire, sur l'utilisation des armes pour faire de la politique révolutionnaire, en concevant l'insurrection comme un passage décisif dans un processus qui, avant et après, est fait de guerre à des niveaux et des intensités différents.

La première position proposait en substance une continuité en se basant sur ce qui avait été exprimé jusqu'alors de meilleurs par le mouvement révolutionnaire. Cette position avait un élément de solidité important qui a fait qu'elle ait pu assurer une continuité jusqu'à aujourd'hui. Mais le gros problème auquel elle peut difficilement donner une solution est celui la «*conquête des masses*» : comment une stratégie centrée sur ces principes peut-elle se dialectiser aux dynamiques de masses, jusqu'à les diriger vers l'affrontement décisif ?

Cette question, et d'autres animeront le débat en ces années là, des petits noyaux armés se formant et se rapportant plus ou moins à ces deux positions majeures. Tout en ayant changé radicalement de cadre, l'affrontement continuera :

- en mars '83, en pleine mobilisation ouvrière contre une lourde attaque aux salaires, les BR-PCC attaquent un de ses promoteurs, Gino Giugni, éminence du PSI, à ce moment à la pointe du gouvernement et de l'offensive anti-ouvrière.

- en février '84, les BR-PCC exécutent Leamon Hunt, chef US de la Force Multinationale de Paix au Sinaï (accords de Camp David) et le revendi-

quent par un communiqué commun avec les Fractions Armées Révolutionnaires Libanaises - FARL.

- En décembre, Antonio Gustini, des BR-PCC tombera, au cours d'une action d'expropriation. Une autre camarade, Cecilia Massari, est blessée et arrêtée.

- En mars '85, les BR-PCC exécutent Tarantelli, consultant du syndicat dans la stratégie de corporatisation, la nouvelle stratégie de "concertation" avec gouvernement et patrons (qui prétend étouffer la lutte de classe dans la subordination aux «*intérêts supérieurs, nationaux et d'entreprise*»)

- Toujours en mars, le camarade Pedro Greco est assassiné par les flics. Camarade très connu et estimé, issu des organisations de l'Autonomie de Vénétie, il est froidement exécuté par une équipe spéciale. Il était recherché mais il n'était pas armé.

- En octobre sortent les *Manifeste et thèses de fondation de l'UCC*.

- En Février '86, les BR-PCC exécutent Conti, personnalité du parti gouvernemental le plus atlantiste et lié aux activités de l'armement internes aux nouveaux plans US.

- Toujours en février, l'UCC attaque un responsable gouvernemental, des plans économiques, Da Empoli, en le blessant. C'était un choix politique précis : baisser le niveau, sortir de la spirale militariste, réussir à mieux agir politiquement dans l'intervention armée. Malheureusement, en face ils ne raisonnent pas comme cela : le chauffeur, en réalité un flic, tire et tue une camarade, Wilma Monaco.

- 1987 s'ouvre avec un guet-apens des carabiniers qui tirent sur trois camarades de l'UCC. Deux sont blessé(e)s dont une gravement.

- En février, les BR-PCC exproprient un fourgon blindé, et abattent deux policiers, le troisième qui se rend est sauvé (comme le soulignera leur communiqué)

- En mars c'est l'UCC qui exécute le général d'aviation Giorgieri, pour ses responsabilités dans la collaboration gouvernementale au plan US de "guerre des étoiles".

Mais juste après cette opération, pourtant politiquement bien ciblé et gérée, l'UCC sera défaite par les arrestations et elle n'arrivera plus à se relever. Cela à cause, surtout, d'une nouvelle vague de capitulation qui, plus "propre" et sournoise n'en arrivait pas moins au mêmes résultats : fin d'un cycle, reddition et réintégration du jeu "démocratique".

De la deuxième position résistera encore une aire de militants qui

donnera forme à une Cellule pour la Constitution du PCC, qui contribuera à maintenir vive la perspective mais sans réussir à faire de sauts opérationnels significatifs. C'est une aire toujours existante.

- Cette phase se conclut en '88, avec l'action d'exécution de Ruffilli, très haut responsable DC, pièce maîtresse dans la contre-réforme institutionnelle en cours. Là aussi, on peut parler d'une action particulièrement ciblée, mais aussi des limites de cette stratégie qui, dans le cas des BR-PCC, payait son efficacité militaire par une dynamique politico-organisationnelle très hermétique, qui augmentait sa coupure avec la classe.

- Toujours en '88, les BR-PCC revendiqueront avec la RAF l'attaque que celle-ci porta à Thyetmaier, haut responsable des politiques économiques, à l'occasion d'un sommet du FMI en Allemagne. Cela dans la logique de la construction du Front Anti-impérialiste, pour lequel ces deux organisations ont effectivement travaillé sérieusement pendant des années.

Mais en automne les BR-PCC seront frappés par une rafle qui en démantèlera les forces principales et mettra un terme à leur activité apparente pendant la décennie suivante.

16. Des années '90 à ... demain

Dans les années '90 bien des choses changeront, la nouvelle composition de classe et les événements internationaux pesant et conditionnant les évolutions (souvent les régressions) des mouvements sociaux et de leurs expressions politico-idéologiques.

Il y aura l'émergence des composantes anarchistes, s'affirmant sur le vide et les ruines provoqués par la dérive révisionniste et leur œuvre de dégénérescence dans les pays socialistes, sur le vide aussi causé par tant d'arrestations et donc l'affaiblissement des positions communistes. Mais leur affirmation, du moins celle des courants les plus sincèrement révolutionnaires, a quand même servi à raviver un certain antagonisme, armé lui aussi. Une partie développera les thématiques, le patrimoine laissé par Azione Rivoluzionaria, et plus généralement se posera sur le terrain de la pratique des objectifs et de l'attaque à l'Etat et au capital.

Paradoxalement, où plutôt grâce aussi à cela, l'absence de force révolutionnaire dans les années '90 correspondra à la précipitation sans précédent de la crise capitaliste, avec tous les phénomènes d'aggravation des conditions sociales et d'agressivité impérialiste. Il y aura plusieurs petits noyaux armés qui s'activeront de temps en temps, et en tissant toujours à

l'intérieur du mouvement de classe les fils de l'hypothèse révolutionnaire. La guerre d'agression à la Yougoslavie sera un nouveau tournant ; l'Italie y fera un saut de qualité décisif vis-à-vis de l'interventionnisme impérialiste (sous l'égide de la gauche bourgeoise au gouvernement). Dans un climat de forte reprise des mouvements sociaux, et particulièrement contre cette guerre, il y aura une vague importante d'attaques incendiaires et explosives contre les partis faiseurs de guerre, le patronat, les USA. Il y en aura environ une centaine au printemps '99, menées soit par ces petits noyaux armés (NCC, NAT, NIPR, NAC et autres) soit par la mouvance anarchiste (utilisant nombre de sigles changeants et fantaisistes, celui qui s'imposera un peu plus comme référence "unitaire" étant la Fédération Anarchiste Informelle).

Et c'est au milieu de cette effervescence que les BR-PCC annoncèrent leur relance par l'attaque à D'Antona, conseiller gouvernemental sur les questions de la restructuration du marché du travail et les stratégies de corporatisation. Le coup était éclatant, que ce soit par l'effet retour ou en tant que tel, en touchant vraiment au cœur des contradictions de classe du moment. Leur rentrée fut donc efficace, bouleversa le débat au sein des instances de classe et changea la donne politique dans le rapport de force général entre classes.

Pendant quatre ans elles réussirent à maintenir la présence, par une attaque à l'explosif contre un centre inter-impérialiste italo-américain en 2001, et par l'exécution de Biagi, le conseiller gouvernemental qui élaborait les lois-cadres (portant son nom, d'ailleurs) sur la flexibilité et autres mesures d'agression aux conditions de travail (en 2002). Cela aussi en pleine vague de mobilisations ouvrières contre ces agressions gouvernementales. Le jour suivant l'attaque, il y avait grève générale contre ces lois...

Mais la grande capacité politico-militaire, le grand courage et détermination ne suffiront pas à résoudre les contradictions restées ouvertes.

La contradiction la plus importante est : *«la révolution est faite par les masses, non par l'Organisation»*. C'est-à-dire qu'il faut instaurer différemment, bien plus efficacement, le rapport, la dialectique entre l'organisation et le niveau des masses. Celui-ci doit avoir sa place, son rôle, et ne pas être simplement une caisse de résonance, terrain de recrutement. A bien y regarder, on voit que les meilleurs moments de force ascendante du mouvement révolutionnaire furent justement ces périodes pendant

lesquelles ce rapport dialectique était bien amorcé ; tout comme on peut voir que la "fuite en avant" allait de paire avec la tendance "organisativiste-militariste".

Nombre d'exemples historiques (et pas seulement du cycle italien, bien entendu) enseignent toute l'importance de ce postulat : la révolution, ce sont aux masses à la faire, et pour la faire il faut le Parti. Les deux sont nécessaires, les deux ont des rôles et des caractères différents qu'il faut savoir dialectiser, articuler réciproquement.

Dans la sous-évaluation, ou à l'inverse, dans la surévaluation, d'un des deux éléments naissent des déviations lourdes de conséquences. Dans la phase actuelle, où les contradictions de classe sont aiguës, il est sûrement nécessaire de résoudre le problème de l'Organisation d'avant-garde - du Parti - et cela précisément en relation avec les dynamiques vivantes de classe et de masse. La construction du Parti comme organisation de force de la classe ne peut pas se concevoir en dehors d'une stricte dialectique (et valorisation) avec les mouvements de masse. Là, dans ce nœud, il faut affronter le problème de l'organisation de la force et de l'affrontement à l'Etat, et au Capital. Or, les BR-PCC ont encore privilégié un parcours typique de construction d'organisation "auto-centrée". Et si cela peut permettre une certaine efficacité, pendant un période, cela empêche aussi d'instaurer et développer cette question du rapport avec les masses, d'instaurer et développer le processus révolutionnaire comme un processus "marchant sur ses deux jambes".

A la suite d'un incident de parcours, le réseau fut démantelé fin 2003. Au cours de l'incident tombait, les armes à la main, l'un des dirigeants : le camarade Mario Galesi.

La réalité de classe en Italie possède désormais dans ses gènes la mémoire et la présence vive de parcours possibles et nécessaires pour la révolution prolétarienne. Cela au-delà de toute considération de ligne et de stratégie, parce qu'une telle histoire, si dense et forte signifie un profond ancrage dans le tissu social et dans le patrimoine idéologique-politique. La seule présence, politiquement active des prisonniers a un poids précis dans le scénario de la lutte de classe.

A la classe, au prolétariat, et à tous celles et ceux qui en veulent finir avec le système de l'oppression et de l'exploitation, incombe la tâche de valoriser un tel patrimoine, de renouer le fil de l'"assaut au ciel".

Entre 1969 et '89 ont été inculpé(e)s et incarcéré(e)s pour faits de lutte

armée 4.087 personnes. Et dans les années suivantes ce seront encore plusieurs dizaines (pour lesquelles nous ne disposons pas de chiffres exacts).

La lutte armée révolutionnaire a provoqué la mort, intentionnellement ou accidentellement, de 131 personnes. Toutes ces actions ont été revendiquées et leur responsabilité assumée.

Le terrorisme d'Etat, rien que par la pose des bombes aveugles, tua au moins 140 personnes. Aucune de ces "actions" ne fut assumée, au contraire, les "revendications" furent de lâches fausses pistes.

Ensuite il y a tous les militants tué(e)s dans les affrontements où par exécutions de la part des flics et équipes spéciales, où en prison : 72.

S'y ajoutent les morts dans les rues, par les balles notamment des équipes spéciales et les personnes tuées par les mercenaires fascistes, éternels supplétifs des troupes de l'Etat ; dans ces deux cas nous ne disposons pas de chiffres exacts, qui se situent autour de 40/50.

17. In Memoriam

Militant(e)s tombé(e)s au combat, ou des suites de l'emprisonnement, en clandestinité ou en exil.

GIANGIACOMO FELTRINELLI, c'est le premier camarade à tomber, au cours d'une action à l'explosif. A Segrate (banlieue de Milan), le 15 mars 1972. Dirigeant des Gruppi d'Azione Partigiana (GAP). 46 ans, né à Milan, éditeur.

LUCA MANTINI tué par les carabinieri, dans un véritable guet-apens à la sortie d'une expropriation en banque à Florence, le 29 octobre 1974. Militant des Nuclei Armati Proletari (NAP). 28 ans, né à Florence, ex-étudiant, déjà incarcéré pour faits de lutte, militant clandestin.

SERGIO ROMEO tué avec Luca Mantini le 29 octobre 1974. Militant des NAP. 30 ans, né dans la province d'Avellino, prolétaire, déjà incarcéré pour activités extralégales et faits de lutte, militant clandestin.

BRUNO VALLI arrêté pour une expropriation à Argelato, il est retrouvé pendu quelques jours plus tard, à la prison de Modène, le 9 décembre 1974. Militant de l'aire de l'Autonomie Ouvrière. 26 ans, né à Rodero (Côme), ouvrier métallurgiste.

GIUSEPPE VITALIANO PRINCIPE tombé pendant la fabrication d'une bombe à Naples le 11 mars 1975. Militant des NAP. 23 ans, né à Castellamare di Stabia (Naples), étudiant.

GIOVANNI TARAS tombé en posant une bombe à la prison d'Aversa (Naples), le 22 mai 1975. Militant des NAP. 22 ans, né à Turin, prolétaire, extralégal.

MARGHERITA CAGOL - MARA tombé en combattant les carabinieri, pendant l'enlèvement du capitaliste Gancia, le 5 juin 1975, dans la province d'Alessandria. Dirigeante et fondatrice des BR. 30 ans, née à Trente, ex-chercheuse universitaire, clandestine.

ANNAMARIA MANTINI tuée dans un guet-apens par les carabinieri, à Rome, le 8 juillet 1975. Militante dirigeante des NAP. 22 ans, née à Fiesole (Florence), sœur de Luca, étudiante.

MARIO SALVI tué par un flic après une action à Rome contre le Ministère de l'injustice, loin du lieu et dans le dos. A Rome, le 7 avril 1976. Militant des Comitati Autonomi Operai. 21 ans, né à Rome, prolétaire.

MARTINO ZICCHITELLA tombé pendant attaque des NAP contre un directeur ministériel du secteur carcéral, à Rome, le 14 décembre 1976. Militant des NAP. et avant-garde reconnue des luttes carcérales. 40 ans, né à Marsala (Trapani), prolétaire expropriateur.

WALTER ALASIA tombé en combattant les policiers venus l'arrêter, le 15 décembre 1976, à Milan. Militant des BR. 20 ans, né à Milan, ouvrier.

ANTONIO LO MUSCIO tué par les carabinieri, avec préméditation alors qu'il était désarmé, à Rome le 1er juillet 1977. Militant des NAP. 27 ans, né à Trinitapoli (Foggia), prolétaire, avait été longuement incarcéré, clandestin.

ROMANO TOGNINI tué après une expropriation d'une armurerie, à Tradate (Varese), le 19 juillet 1977. Militant de Prima Linea (PL). 40 ans, né à Milan, employé de banque.

ATTILIO DI NAPOLI meurt accidentellement lors de la préparation d'une bombe, à Turin, le 4 août 1977. Militant d'Azione Rivoluzionaria. 24 ans, né à Milan, prolétaire.

ALDO MARIN PINONES meurt au cours du même accident. Militant d'Azione Rivoluzionaria. 24 ans, né à Vallenar au Chili. Ouvrier d'usine, il avait connu la prison de Pinochet. Ouvrier en Italie également.

ROCCO SARDONE meurt accidentellement avec sa bombe, à Turin le 30 octobre 1977 (dans la vague d'actions en soutien internationaliste aux

camarades allemand(e)s tué(e)s à la prison de Stammheim). Militant de l'aire de l'Autonomie Ouvrière. 22 ans, né à Tricarico (Matera), ouvrier.

ROBERTO RIGOBELLO tué au cours d'une expropriation à Bologne, le 4 mai 1978. Militant de l'aire de l'Autonomie Ouvrière. 21 ans, né à Bologne, ouvrier métallurgiste.

FRANCESCO GIURI tué au cours d'une expropriation à Lissone (Milan), le 9 juin 1978. Militant de Comitati Comunisti Rivoluzionari (CO.CO.RI., aire de l'Autonomie). 25 ans, né à Milan, ouvrier sidérurgiste.

ROBERTO CAPONE tombé au cours de l'attaque contre le Procureur Calvosa, dans la province de Frosinone, le 8 novembre 1978. Militant des Formations Communistes Combattantes. 24 ans, né à Milan, étudiant.

BARBARA AZZARONI exécutée par les flics, avec Matteo Caggegi, à Turin, le 28 février 1979. Militante de PL 29 ans, née à Rimini, institutrice.

MATTEO CAGGEGI exécuté avec Barbara Azzaroni. 20 ans, né à Catane, ouvrier à la Fiat.

MARIA ANTONIETTA BERNA morte accidentellement en fabriquant une bombe, avec deux autres camarades, à Thiène (Vicenza), le 11 avril 1979. Militante des Collettivi Politici Veneti (Autonomie Ouvrière). 22 ans, née à Thiène, précaire.

ANGELO DEL SANTO mort dans le même accident. Lui aussi militant des CPV. 24 ans, né à Chiuppano (Vicenza), ouvrier d'usine.

ALBERTO GRAZIANI morte dans le même accident - rappelons aussi que cela s'est passé lors des réponses militantes à la grande rafle du 7 avril 1979, qui avait amené à l'incarcération d'une trentaine de camarades et à des centaines de perquisitions dans toute l'Italie. Lui aussi, militant des CPV. 25 ans, né à Thiène, étudiant.

LORENZO BORTOLI s'est donné la mort en prison à Verona, le 19 juin 1979. C'était le compagnon de Antonietta Berna : les misérables vexations de flics et juges, dans un moment aussi dur, lui seront fatales. Militant des CPV. 25 ans, né dans la province de Vicenza, ouvrier décorateur

LUIGI MASCAGNI tué accidentellement pendant un transport d'armes, à Milan, le 27 juin 1979. Militant de l'aire de l'Autonomie. 24 ans, né à Bologne, entraîneur de foot.

FABRIZIO PELLI mort de leucémie en prison à Milan, le 8 août 1979. Jusqu'à la dernière minute il sera maintenu dans un strict isolement à l'hôpital. Militant historique des BR. 27 ans, né à Reggio Emilia, il

travailla comme serveur, puis militant clandestin.

SALVATORE CINIEMI tué par un infâme à la prison de Turin, le 27 septembre 1979. Militant d'Azione Rivoluzionaria. 29 ans, né à Grottaglie (Tarante), prolétaire déjà incarcéré de longues années.

FRANCESCO BERARDI s'est donné la mort à la prison speciale de Cuneo, le 24 octobre 1979. Militant des BR. 30 ans, né à Terlizzi (Bari), ouvrier à l'Italsider (Gênes).

ROBERTO PAUTASSO tombé dans fusillade pendant l'attaque à une usine, à Rivoli (Turin), le 14 décembre 1979. Militant de l'Autonomie Ouvrière. 21 ans, né dans la Val di Susa (Turin), ouvrier métallurgiste.

GIOVANNI MARIO BITTI exécuté par les carabinieri qui attaquaient une réunion de militants à Sa Janna Bassa (Nuoro), le 17 décembre 1979. Militant de classe. 34 ans, né à Nule (Sassari), travailleur agricole.

FRANCESCO MASALA exécuté par les carabinieri lors de la même attaque. Militant de classe. 31 ans, né à Orune (Nuoro), berger puis clandestin.

LORENZO BETASSA exécuté dans le massacre perpétré par les carabinieri à la via Fracchia, à Gênes, le 28 mars 1980. Militant et dirigeant des BR. 28 ans, né à Turin, ouvrier à la Fiat et délégué, puis clandestin.

RICCARDO DURA tombé lui aussi via Fracchia. Militant des BR. 30 ans, né en province de Messina, mais avait toujours vécu à Gênes. Marin, puis clandestin.

ANNAMARIA LUDMAN tombée elle aussi via Fracchia. Militante des BR. 33 ans, née dans la province de Gênes, employée à Italimpianti (grande usine).

PIETRO PANCIARELLI quatrième victime du massacre de la via Fracchia. Militant des BR. 25 ans, né à Turin, ouvrier à Lancia, puis clandestin.

EDOARDO ARNALDI s'est donné la mort quand les carabinieri sont venu l'arrêter (il était malade), à Gênes, le 19 avril 1980. 55 ans, n à Gênes, avocat, il avait milité dans le Secours Rouge.

CLAUDIO PALLONE tombé au cours d'une expropriation en province de Frosinone, le 13 novembre 1980. Militant du Movimento Comunista Rivoluzionario. 26 ans, né à Rome.

ARNALDO GENOINO tombé au cours de la même action. Egalement militant du MCR. 34 ans, né à Rome.

WALTER PEZZOLI exécuté par les équipes spéciales, dans la rue, à

Milan, le 11 décembre 1980. Militant des BR-C.W.A. 23 ans, né à Rho (Milan), ouvrier du livre, déjà incarcéré, puis clandestin.

ROBERTO SERAFINI exécuté à la même occasion. Militant des BR-C.W.A. 26 ans. Né à Gênes, journaliste, puis clandestin.

ALBERTO BUONOCANTO se donne la mort le 20 décembre 1980, à Naples, en suspension de peine dans des conditions psycho-physiques graves, conséquences de l'emprisonnement et des violences subies.

Militant des NAP. 27 ans, né à Naples, étudiant, incarcéré depuis le 1975.

GIANFRANCO FAINA meurt de cancer, en suspension de peine, le 11 février 1981. A l'âge de 46 ans. Militant fondateur de Azione Rivoluzionaria. Né à Gênes, prof. d'université.

GIORGIO SOLDATI tué à l'intérieur de la prison spéciale de Cuneo par les subjectivistes d'une aire politique qui sera bientôt dissociée, le 10 décembre 1981. Ex-militant de PL. 35 ans, né à Rivoli (Turin), ouvrier du bâtiment, puis clandestin.

LUCIO DI GIACOMO tombe au cours de fusillade suite à une expropriation, dans la province de Siena le 21 janvier 1982. Militant des COLP. 24 ans, né à Enna, ouvrier métallurgiste à Turin, puis clandestin.

UMBERTO CATABIANI exécuté par les équipes spéciales de la contre-guérilla, après avoir été blessé et braqué pendant plusieurs heures, le 24 mai 1982 dans la province de Pisa. Militant et dirigeant des BR-PCC. 32 ans, né à Pietrasanta (Lucca), employé, déjà incarcéré quatre ans, puis clandestin.

ROCCO POLIMENI se donne la mort dans un moment de crise, dans la clandestinité, le 10 juin 1982. Militant des COLP. 26 ans, né à Reggio de Calabre, technicien informatique, ensuite clandestin.

ENNIO DI ROCCO tué à l'intérieur de la prison par les subjectivistes d'une aire politique qui sera bientôt dissociée, le 27 juillet 1982. Militant des BR-P.G. 25 ans, né à Narni (TR), prolétaire, militant clandestin.

STEFANO FERRARI exécuté par les flics qui le surprennent en réunion dans un bar avec deux autres camarades, qui seront grièvement blessés, à Milan le 31 juillet 1982. Militant des BR-C.W.A. 27 ans, né à Milan, technicien SNAM (une grande usine) et délégué.

MAURIZIO BISCARO s'est précipité du haut de l'immeuble où avaient fait irruption les carabinieri, dans la banlieue de Milan, le 13 novembre 1982. Militant des BR-C.W.A. 25 ans, né à Milan, précaire, puis clandestin.

GAETANO SAVA exécuté par une équipe spéciale de contre-guérilla le 17 septembre 1983, à Milan. Anarchiste, il participait au réseau de soutien d'un dirigeant des COLP. 30 ans, né à Belpasso (Cagliari), petit commerçant.

CIRO RIZZATO tué par les flics français à la sortie d'une expropriation d'une banque, à Paris, le 15 octobre 1983. Militant des COLP. 22 ans, né à Milan, artisan, puis clandestin.

MANFREDI DI STEFANO meurt en prison à Udine, le 6 avril 1984. Militant de la Brigade 28 mars (aire de l'Autonomie). 27 ans, né à Salerne, ouvrier en usine.

LAURA BARTOLINI tuée par le bijoutier qu'elle expropriait, à Bologne, le 14 décembre 1984. Militante de classe. 29 ans, née à Bologne, employée.

ANTONIO GUSTINI tombé au cours d'une fusillade dans l'attaque d'un fourgon blindé, à Rome le 14 décembre 1984. Militant des BR-PCC. 28 ans, né à Rome, cheminot, puis clandestin.

PIETRO GRECO (PEDRO) exécuté par une équipe spéciale de contre-guérilla à Trieste, le 9 mars 1985. Militant d'une structure issue de l'Autonomie Ouvrière. 38 ans, né dans la province de Reggio de Calabre, enseignant, puis clandestin.

WILMA MONACO tombée au cours d'une attaque des BR-UCC contre un conseiller gouvernemental, à Rome, le 2 février 1986. Militante des BR-UCC. 28 ans, née à Rome, employée, ensuite clandestine.

DARIO BERTAGNA s'est donné la mort dans la prison de Busto Arsizio, le 17 juillet 1988. Militant des Reparti Comunisti d'Attacco (aire de l'Autonomie). 38 ans, né à Comerio (Bergame), employé dans une usine.

GINO LIVERANI meurt de maladie en exil, à Managua (Nicaragua), l'été 1988. Militant des BR. 56 ans, né à Ravenne, commerçant et déjà incarcéré.

PAOLO SIVIERI s'est donné la mort en arrestation domiciliaire, après de longues années en prison, dans la province de Rovigo, le 25 janvier 1989. Militant des BR. 35 ans, né à Castelmassa (RO), universitaire.

NICOLA GIANCOLA est mort d'un infarctus en prison, à Milan, le 22 janvier 1992. Militant des BR-C.W.A. 41 ans, né dans la province de Teramo, ouvrier chez Philips.

ERMANNIO FAGGIANI tué au cours d'une expropriation à Barcelone, le 17 mars 1993. 37 ans. Ex militant des BR. Né dans la province de Udine, ouvrier agricole et d'usine, déjà incarcéré.

CARLO PULCINI est mort d'un cancer, en suspension de peine à Turin, le 23 mars 1992. Militant des BR-P.C.C. 50 ans, né dans la province de Viterbo, ouvrier.

CLAUDIO CARBONE est mort en prison à Lauro (Avellino), le 30 juillet 1993. Ex-militant des NAP. 46 ans, né à Asmara (Érythrée), extra-légal et prisonnier depuis de longues années.

SERGIO SPAZZALI est mort en exil à Miramas (France), le 22 janvier 1994. Militant de la Cellule pour la constitution du PCC. 58 ans, né à Trieste, avocat, incarcéré à plusieurs reprises, notamment pour les activités de l'ancien Secours Rouge.

ALESSANDRA D'AGOSTINI est morte en exil à Paris, en août 1994. Ex-militante des BR 47 ans, née à Turin, enseignante.

GERMANO MACCARI est mort dans la prison de Rebibbia-Rome en 2001. Ex-militant des BR. Né à Rome, artisan, incarcéré à plusieurs reprises.

MARIO GALESÌ tombe au combat contre les flics, dans la province d'Arezzo, le 2 mars 2003. Militant et dirigeant des BR-PCC. 36 ans, prolétaire, déjà incarcéré, clandestin.

Cette reconstitution (que l'on espère la plus fidèle possible) des faits au cours desquels tombèrent tant de camarades, en leur redonnant un minimum d'identité et de concret, peut aider à mieux comprendre la densité de cette histoire, son énorme richesse humaine, liée à la potentialité révolutionnaire-transformatrice. Seul un mouvement fortement enraciné dans des raisons et des aspirations de caractère historique, comme celles qui visent le dépassement de la société de classe, peut arriver à donner, qualitativement et quantitativement, une telle détermination de lutte.

Que ce patrimoine vive, qu'il soit repris, toujours avec attention critique et sans idéalisation, dans la praxis et dans l'élaboration du nouveau processus révolutionnaire.

Document déposé par les militants des BR-PCC Nadia Lioce et Roberto Morandi aux actes de l'audience préliminaire du "procès Biagi" le 5 octobre 2004 au tribunal de Bologne (= audience du 13 septembre 2004 à la Cour d'Assises de Rome)

En lançant la saison des procès à la suite des opérations anti-guérilla de 2003, L'Etat, réaffirmant son pouvoir et lui donnant du relief, loin de pouvoir célébrer une victoire politique contre les BR-PCC, ambitionne d'exploiter au mieux les résultats militaires obtenus en les répandant sur le terrain de classe et révolutionnaire, dans la tentative de le démoraliser et de s'opposer au poids dominant de la relance de la stratégie de la lutte armée dans les rapports généraux entre les classes.

Cela parce que, pour l'Etat, il reste le problème d'empêcher que les instances autonomes, qui émergent d'une opposition de classe renforcée politiquement par cette relance, se lient à l'option révolutionnaire proposée par les BR-PCC comme alternative à la crise et à la guerre impérialiste. Il essaie ainsi de frapper le rôle de direction révolutionnaire que l'Organisation suit depuis trente ans dans notre pays, et de faire front à l'impact spécifique qu'a eu la relance dans le rapport révolution/contre-révolution, lequel, par sa valeur historique, n'a de fait pas été remis en cause par les pertes subies en cette année par les BR-PCC, pertes toujours possibles pour les forces révolutionnaires et à plus forte raison dans le stade d'agrégation de la Phase de Reconstruction que traverse le processus révolutionnaire.

Un rôle de direction, celui des BR, poursuivi parce que l'attaque au cœur de l'Etat pèse dans les rapports généraux entre les classes, mettant un obstacle à la réalisation linéaire des programmes anti-prolétaires et contre-révolutionnaires de la Bourgeoisie Impérialiste et affaiblissant la résistance des équilibres socio-politiques qui les soutiennent en y opposant l'intérêt général et politique du prolétariat; il est donc en mesure de modifier les positions dans le conflit en faveur du camp prolé-

taire et révolutionnaire.

Une capacité, celle de l'attaque dans les nœuds politiques centraux qui opposent la classe à l'Etat, qui émerge clairement de la revitalisation qui a caractérisé les luttes dans les dernières années et de la très grande résistance de l'autonomie de classe face aux attaques continues, aux encerclements ou aux manœuvres de perte de pouvoir et de neutralisation auxquelles elles sont soumises dans le cadre des politiques néo-corporatives et de la médiation politique avérée dans les relations générales entre les classes.

Dans un contexte économique et politique caractérisé par une crise toujours plus profonde du MPU et de la domination de la bourgeoisie impérialiste, à laquelle notre bourgeoisie ne peut répondre qu'avec des programmes d'intensification de l'exploitation et d'appauvrissement, et en poussant à la participation à la guerre et à la contre-révolution impérialiste dirigée par le pôle dominant US et par l'OTAN, l'Etat bourgeois cherche à faire de l'ouverture des procès un moment d'attaque politique aux BR et à la proposition de la stratégie de la lutte armée qu'elles adressent à toute la classe et, pour frapper le rôle de direction et la fonction révolutionnaire qu'elles jouent dans le conflit, nie la réalité politique du processus révolutionnaire pour faire la propagande de la non-reproductibilité dans le conflit actuel de l'option révolutionnaire, de la stratégie de la lutte armée et de l'avant-garde révolutionnaire. Pour cela, pendant qu'il contraint les procès réels dans des reconstructions judiciaires instrumentalisées à ses fins politiques, il cherche à utiliser de plusieurs façons les prisonniers, otages dans ses mains, en en exploitant les figures révolutionnaires pour ce qu'elles représentent en soi, pour combattre l'avancée politique dans la construction du Parti Communiste Combattant sanctionnée par la relance, d'un côté combattant et bouleversant la conduite, inscrite dans la voie historique d'une tradition centenaire, de la revendication de l'identité militante propre de la part des prisonniers révolutionnaires, et de réadaptation politique des militants BR prisonniers à l'adresse de l'Organisation en activité. De l'autre, exaltant la conduite d'otages que l'Etat est arrivé à transformer en ses propres instruments dans l'attaque politique contre les BR-PCC et contre la classe qu'elles représentent, qu'il utilise pour peser en sa faveur dans les contradictions de la subjectivité de classe dans le processus d'émancipation de la condition de subalternité politique à laquelle la bourgeoisie

voudrait condamner le prolétariat.

Cela pendant que des pressions de toutes sortes sont exercées sur le déploiement de classe, en criminalisant aussi préventivement et dans l'urgence les expressions de dissension, façon par laquelle l'Etat fait front au degré actuel d'approfondissement du rapport révolution/contre-révolution en se remettant en adéquation avec lui, pour contraindre la classe à reculer et dans le but que ses avant-gardes n'assument pas le seul terrain sur lequel une réponse stratégique peut être donnée au problème politique de transformer les rapports de force en faveur du prolétariat et à lui donner une perspective de pouvoir : le terrain révolutionnaire de la lutte armée. Un plan, celui sur lequel le cadre politique et syndical entier est en cohésion, en coordination serrée avec le Ministère de l'Intérieur. En outre, suivant en général une ligne spécifique anti-guérilla contre les militants arrêtés et la base sociale de la lutte armée, à travers la menace de lourdes condamnations et faisant de celle-ci et de ses issues favorables à l'Etat un moyen d'intimidation et d'apeurement envers le camp de classe et révolutionnaire, on cherche à dépotentialiser le rôle des intérêts généraux et historiques du prolétariat, à partir desquels l'avant-garde communiste combattante construit le projet révolutionnaire, le rapport de conflit avec l'Etat et la bourgeoisie impérialiste et la subjectivité révolutionnaire de classe en elle-même. On cherche ainsi à vider et à nier la réelle substance de la subjectivité révolutionnaire de classe, le parcours de rupture et de sauts dans la subjectivité de classe d'une condition de subalternité jusqu'à assumer une responsabilité politique d'avant-garde sur le terrain de la guerre de classe, se mettant en adéquation avec les termes actuels du rapport révolution/contre-révolution et se mettant offensivement en relation avec les nœuds centraux du conflit général pour atteindre la capacité politico-militaire globale apte à diriger le processus révolutionnaire. Le but de ces lignes politiques d'attaque de l'Etat contre la guérilla est de confondre la fracture de classe et révolutionnaire, mais en même temps elles révèlent à quel niveau radical se situe désormais le danger révolutionnaire pour le pouvoir de la bourgeoisie, ne pouvant pas contrer politiquement d'une autre façon la valeur positive de la stratégie de la lutte armée et la centralité qu'elle a acquis dans l'histoire du conflit de pouvoir entre les classes dans notre pays.

C'est un fait que la relance de l'option révolutionnaire et de la stratégie de la lutte armée avec les actions de 1999 et de 2002 a confirmé la réponse

révolutionnaire à ce que la bourgeoisie impérialiste et l'Etat avaient obtenu dans les années 1980 et consolidé dans les années 1990 grâce à l'issue du double processus contre-révolutionnaire, d'un côté comme mutation des rapports de force historiques entre bourgeoisie impérialiste et le prolétariat, et de l'autre, sur le plan national, comme modification dans un sens néocorporatif de la médiation politique entre les classes antagonistes avec la structuration sur le plan politico-institutionnel, avec le processus d'exécutivisation, les pactes sociaux et le scrutin majoritaire, de la possibilité de médiation politique des intérêts prolétaires seulement dans une mesure partielle, transitoire et en fonction des instances et des objectifs de la bourgeoisie impérialiste ; c'est-à-dire comme stabilisation, dans les rapports généraux entre les classes, de la subalternité politique du prolétariat comme substance de la "démocratie gouvernante" ; facteurs qui marquent tous deux le changement de phase historique complexe auquel l'avant-garde révolutionnaire fait front et dans lequel elle agit.

L'avant-garde révolutionnaire, en se mesurant, en particulier avec l'intervention de 1999, à la tâche de reconstruire, justement dans ce cadre politique historique, la capacité politico-militaire d'introduire offensivement, dans la contradiction dominante dans cette conjoncture, les intérêts généraux et historiques du prolétariat et son autonomie politique, a pu les placer sur une position de force et les représenter dans le conflit en faisant front à la contradiction du stade d'agrégation de la Phase de Reconstruction des Forces Révolutionnaires et Prolétariennes, et, en donnant à l'avance des solutions à ses problématiques, a ouvert un passage dans la défensive sur laquelle était tenue la classe, dans un contexte d'interruption de l'intervention combattante de l'Organisation, sous l'offensive prolongée déployée par la bourgeoisie impérialiste et par son Etat.

Le pacte de Noël de 1999 constituait en effet ce passage de contrôle et de réadaptation du Pacte Social de 1993 complémentaire à l'ensemble de propositions Treu-Biagi de 1996 avec lequel l'exécutif Prodi, la confédération syndicale et la Cofindustria ont ouvert toutes grandes les portes à la précarisation du travail. Par conséquent c'était la condition décisive du repli politique ultérieur de la classe sur laquelle l'exécutif D'Alema aurait voulu faire marcher les programmes antiprolétariens, contre-révolutionnaires et bellicistes de la bourgeoisie impérialiste en en dirigeant le conflit qu'ils suscitaient et faisant des résultats de ce passage un terme de

l'arrangement nécessaire et du nouvel avancement du plan néocorporatif de rapport entre les classes, d'approfondissement de la médiation politique néocorporative, et la base de la continuation des lignes de réforme globale de l'Etat et de son rôle dans les politiques centrales de l'impérialisme.

Avec l'action D'Antona le but politique exprimé dans le Pacte de Noël et son rôle dans le programme de l'exécutif D'Alema reçoivent un coup dur. En sortent donc affaiblies la capacité politique et la cohésion de l'axe DS-CGIL, autour duquel un équilibre politico-social plus vaste était agrégé, qui le soutenait et légitimait les prérogatives législatives que l'exécutif s'était arrogées, grâce aux lois de délégation des compétences, pour réformer le marché du travail avec les "politiques actives" dans la visée de subordonner le travail salarié à l'extorsion maximale ; pour fragmenter, privatiser et réduire la sphère du welfare ; pour comprimer encore plus le droit de grève; pour vider la convention collective nationale de travail et pour renforcer la délégation syndicale exposée à des crises de légitimité et de capacité de contrôle du conflit, par sa participation active au démantèlement des conquêtes historiques du mouvement ouvrier et à l'aggravation des conditions de travail et salariales du prolétariat, dans un contexte économique structurellement non expansif qui a réduit progressivement les marges matérielles de négociation avec lesquelles contourner les instances autonomes de la classe. Si, justement pour le rôle que les politiques néocorporatives ont eu dans le recul des positions du prolétariat, le Pacte de Noël aurait du constituer le point de force de l'exécutif D'Alema et de son programme de gouvernement, avec l'attaque des BR-PCC il est à l'inverse devenu le facteur de crise. Et cela parce que Massimo D'Antona en était le garant par son expérience et sa capacité politique mûrie dans les exécutifs des années 1980 et comme expert de législation du travail dans le conseil juridique de la CGIL, en liant les passages de réforme de l'Administration Publique, les accords contractuels, le parcours de restriction du droit de grève et la régulation du système de la représentation syndicale des travailleurs dans le domaine public, en réduisant les antagonismes qui émergeaient dans les principales controverses de ces années à un plan de comptabilité avec les programmes réformateurs et vérifiant dans le cours de ces batailles particulières la possibilité de généraliser des résultats favorables à la classe dominante, la réalisant avec l'introduction des contenus néocorporatifs,

calibrée aux équilibres entre les classes et au contenu des poussées conflictuelles, dans la législation du travail. Pour cela et pour transformer globalement les lois du travail qui codifiaient les rapports de force entre bourgeoisie et prolétariat de la phase économique et politique précédente, l'exécutif D'Alema a fait de M. D'Antona le bras droit du ministre Bassolino en lui assignant la présidence du comité consultatif sur la législation du travail, organisme qui incluait la majeure partie des associations syndicales et patronales, lequel rôle a été annulé par l'action du 20 mai 1999 et de fait conclu, mais qui aurait dû construire toutes ces médiations nécessaires pour arriver aux objectifs politiques de la bourgeoisie impérialiste qui, à distance de 5 ans, restent encore en partie irréalisés, tels que la substitution de la négociation par entreprise ou locale à la centralité de la convention nationale avec la fragmentation consécutive de la force contractuelle de la classe et son affaiblissement, et le renforcement en corrélation des niveaux de capacité des dirigeants de la confédération syndicale de marginalisation et de participation à la répression des poussées autonomes de la classe, et à contrôler, contenir et neutraliser des résistances prolétariennes, avec la légitimation des pratiques de démocratie formelle aptes à les garantir.

Un retard politique que le Livre Blanc de M. Biagi entendait combler, en accélérant le remodelage radical socio-économique et politique lié à la réforme fédérale de l'Etat, en comptant sur le soutien d'un équilibre politico-social moins contraignant que celui des exécutifs de centre-gauche. Mais certains des nœuds principaux ne sont pas encore défaits, malgré les coups de force opérés à la suite de l'action Biagi par l'exécutif Berlusconi avec le Pacte pour l'Italie et l'approbation de la loi 30 pour dépasser les blocages politiques auxquels les dirigeants de la confédération syndicale sont soumis dans la menée à terme de leurs tâches anti-prolétaires et contre-révolutionnaires. Au contraire, son avancée par étapes forcées, dans un cadre dans lequel dominait la relance de la stratégie de la lutte armée et où demeure encore la brèche offensive ouverte par les initiatives D'Antona et Biagi, a alimenté le conflit de classe et a accéléré la perte de poids politique général du syndicat, sans que ne soient déjà remodelés organiquement les rapports socio-économiques entre les classes qui auraient pu prévenir en amont le conflit -en structurant la subordination politique du prolétariat-, ni que ne soit rôdée la formule du dialogue social qui les intègre. L'affirmation et le déploiement du projet

prévu par le Livre Blanc rencontrent dans les faits une large résistance qui, compte tenu du poids de l'intérêt général et politique de la classe représenté dans l'affrontement par la relance, et obligent l'exécutif, le syndicat et la Cofindustria à osciller entre action commune, inertie et actions de force, poussés par l'urgence avec laquelle les instances de la bourgeoisie impérialiste pressent, et poussés par la nécessité d'écarter la classe du plan révolutionnaire, pendant que de nouvelles contradictions s'ouvrent déjà, compliquant la gestion nécessaire de la crise et du conflit, à cause de l'approfondissement de la crise elle-même et de la façon dont elle se manifeste dans l'économie nationale faible et dont elle se reflète sur les marges exiguës de la politique économique consenties par le budget de l'Etat pour la gouverner, dans le cadre des obligations de l'UE et de l'Union Monétaire européenne, définies en soutien à d'un capital monopolistique concurrentiel, de base européenne. Un approfondissement de la crise tel qu'il annonce le "déclin" de l'économie nationale et l'appauvrissement progressif des conditions de vie des prolétaires déjà lancé avec les réformes du travail réalisées au cours de ces dernières années et tel qu'il repropose avec force, au nouveau niveau, le nœud historique de l'alternative révolutionnaire à la domination de la bourgeoisie impérialiste, tandis que le front impérialiste maintient sa guerre infinie contre les peuples qu'il veut soumettre.

C'est pourquoi face à l'avancée substantielle du processus révolutionnaire produite par la reposition, dans la phase politique actuelle, du patrimoine et de la ligne générale des BR qui ont été amenés au niveau atteint par le rapport révolution/contre-révolution réadaptant orientations de phase et praxis révolutionnaire, l'Etat pour poursuivre son offensive contre la classe a la nécessité d'obtenir un quelconque succès politique, même partiel.

Dans les faits, ses résultats militaires récents contre l'Organisation, s'ils se reflètent sur la conduite concrète du processus révolutionnaire en en contraignant les avancées, ne peuvent rien contre le fait politique qu'ont été pratiquées, dans l'affrontement général entre les classes, les orientations politico-militaires avec lesquelles les BR-PCC combattent et désarticulent les projets de la bourgeoisie impérialiste et les équilibres politiques qui la soutiennent, qui répondent aux instances politiques et stratégiques de la classe et de ses avant-gardes, dans leur combat - pour ce qu'en atteste la contre-révolution.

Orientations [politico-militaires] qui répondent à la nécessité de la phase mise à exécution, de sélectionner, reconstruire et former le complexe des termes et des niveaux de disposition d'une organisation révolutionnaire et prolétarienne sur le projet et sur le programme des BR-PCC, sur la base de la contribution dès maintenant à la pratique révolutionnaire de l'Organisation en termes de centralisation politique stricte et de responsabilisation globale sur la ligne et sur le programme de l'Organisation pour produire une incidence politique maximale dans l'affrontement général entre les classes et obtenir l'avantage aux fins des objectifs politico-militaires de cette phase.

Orientations [politico-militaires] qui mettent par conséquent les BR-PCC en mesure de soutenir également la manière dont le niveau atteint par la contre-révolution se reflète sur la subjectivité de classe, donnée politique ce dernier, qui rend central en cette phase que l'avant-garde révolutionnaire prenne en charge -sur le projet et le programme- les termes de la contradiction construction/formation et des problématiques générales qui en jaillissent aux fins de porter l'initiative offensive contre l'Etat et la bourgeoisie impérialiste et sur laquelle former, à travers les ruptures et les sauts politiques nécessaires, la subjectivité révolutionnaire adéquate pour se mesurer avec le complexe des tâches de la phase, qui tournent autour de la stabilisation de l'intervention combattante dans l'affrontement général entre les classes, et à la reconstruction de l'Organisation Communiste Combattante qui agit comme Parti pour reconstruire le Parti et qui par conséquent en constitue le noyau fondateur.

L'histoire du conflit de pouvoir entre les classes en Italie démontre comment l'Etat évolue dans une défense politique substantielle face à la stratégie de la Lutte Armée avec laquelle les BR dirigent l'affrontement et que la subjectivité révolutionnaire de classe peut prendre en charge au niveau nécessaire à l'option révolutionnaire, parce que celle-ci s'est établie dans les relations générales entre les classes comme résultat des changements sédimentés durant les trente années d'activité des BR dans les rapports du conflit, par la capacité propre à la stratégie de la Lutte Armée à influencer sur ceux-ci et les modifier. Une donnée politique qui par conséquent ne peut être éliminée par la contre-révolution même en cas d'endommagement de l'Organisation Communiste Combattante et qui est le produit de la pratique combattante des BR-PCC, facteur actif de la mutation des positions politiques et de force entre les classes, parce

qu'elle suit un rôle de direction par rapport aux intérêts politiques généraux et historiques du prolétariat à partir de l'attaque sur les nœuds centraux qui opposent la classe à l'Etat. C'est pourquoi l'Etat, avec la mise en marche des procès, prétendrait déformer les orientations politiques et stratégiques de phase de l'Organisation aussi bien que l'amère réalité, pour les classes dominantes, de la portée de la relance [de la stratégie Communiste Combattante].

Relance qui a porté un coup, comme cela avait déjà été le cas dans les années 1980 avec la capacité des BR-PCC, ouvrant la Retraite Stratégique, à préserver et relancer l'offensive contre l'Etat et contre la Bourgeoisie impérialiste et à faire avancer la construction du Parti Communiste Combattant, coup qui confirme que lorsque la révolution réussit à survivre et à résister à une contre-révolution il en découle une victoire stratégique.

Honneur au militant des Brigades Rouges du Parti Communiste Combattant Mario Galesi, mort au combat, honneur à tous les militants anti-impérialistes tombés.

Les militants des BR-PCC Nadia Lioce et Roberto Morandi.

Interview du camarade Maurizio Ferrari, un des fondateurs des Brigades Rouges qui a emprisonné pendant trente ans, sur la situation actuelle de la répression en Italie.

1. Y a-t-il des évolutions dans le développement de la contre-révolution en Italie, dans le cadre de la " guerre contre le terrorisme " ? Lesquelles ? Oui, des mutations s'opèrent et trouvent leur source dans le rapport crise/guerre impérialiste.

Il ne faut pas oublier que l'Etat italien est en première ligne dans la conduite de la guerre impérialiste. Parmi les taches confiées à l'Etat italien, une place non secondaire revient à son rôle dans la redéfinition du

système carcéral et pénal du pays occupé. Cela s'est produit en l'Albanie, en partie en Afghanistan, et personne ne peut exclure que des contingents d'agents pénitentiaires n'aient pas mis le pied dans les prisons de l'Irak occupé. Une activité internationale qui, en même temps, exerce et légitime les matons dans l'exercice de la torture, dans l'application de l'isolement dans les prisons d'Italie également. Dans les prisons italiennes, où les prisonniers originaires d'autres pays constituent désormais plus de la moitié de la population carcérale totale, l'isolement et dureté des conditions n'ont jamais été aussi graves. Au cours des dernières années, l'Etat italien a légiféré dans le sens d'un contrôle toujours plus strict des jeunes prolétaires immigrés, particulièrement les Arabes. Le "paquet" de lois Pisanu, ces lois qui permettent un contrôle ponctuel et intensif des cybercafés, avec les lois précédentes ("Turco-Napolitano" et "Bossi-Fini") sur la réglementation des permis de séjour, y compris l'institution des prisons ethniques appelées Centres de Permanence Temporaires-CPT (équivalents des centres de rétention français et aux centres fermés belges), où sont enfermés les migrants sans papiers conformes aux lois italiennes, constitue une évolution importante dans la manière d'agir de la contre-révolution en Italie.

Mais l'Etat italien avance en direction d'un autoritarisme accru aussi par ses tendances propres, liées à la mémoire de la lutte de classe menée en Italie dans la phase allant de 1968 à la moitié des années '80. Ces tendances, en connexion aux déterminations de guerre déjà mentionnées, donnent un sens d'ensemble à la marche de la contre-révolution aujourd'hui en Italie.

La bourgeoisie italienne, et pas seulement elle, a exercé ces vingt dernières années une pression terrible pour définir un appareil politico-militaire visant à étouffer dans l'œuf la reprise de la lutte de classe. Un appareil capable de frapper de manière préventive la reprise de la lutte de classe, du prolétariat en général, sur le terrain du pouvoir politique. La bourgeoisie italienne a bien en mémoire la perte de pouvoir et d'autorité subie dans les années qui ont suivi '68.

Les intérêts collectifs ouvriers déterminaient, plus ou moins amplement, le rythme de la production, les conditions de travail et de vie dans les usines. Des cortèges ouvriers pénétraient même dans les palais de justice pour empêcher des licenciements, pour exprimer la solidarité envers des camarades arrêtés avec des armes. Des groupes de familles prolétariennes

nes occupaient et défendaient des immeubles, en refusant une charge de loyer supérieur à 10-15% du salaire (aujourd'hui le loyer moyen en Italie est sans doute supérieur au salaire moyen). Dans les lycées et les universités le mouvement agissait dans la même direction, en modifiant les programmes d'étude, en imposant des critères non discriminants dans la conduite des leçons, des examens ; en ouvrant les portes des instituts à l'intervention d'ouvriers révolutionnaires.

La bourgeoisie a vu de ses yeux et, surtout, éprouvé sur sa peau, que son Etat ne pouvait pas venir à bout d'un tel mouvement révolutionnaire par la seule terreur des armes ; du terrorisme mené au moyen de bombes "aveugles" dans les trains, sur les places et dans les manifestations d'ouvriers et d'étudiants. Le terrorisme d'Etat a contribué à éclaircir une fois de plus dans la conscience de beaucoup de prolétaires et d'intellectuels, et donc à la légitimer définitivement, la nécessité de la construction de l'organisation révolutionnaire combattante, pour abattre la domination bourgeoise, les rapports sociaux propres au capital, et donner ainsi envoi concret au communisme.

Le terrorisme d'Etat séparé de la prévention (laquelle n'exclut pas la violence, mais plutôt l'intègre dans une stratégie d'étude systématique de l'ennemi de classe, particulièrement pour le couper de ses racines de classe) s'est montré insuffisant, même carrément inefficace.

Les politiques adoptées pour essayer de briser toute légitimité à l'action révolutionnaire sont multiples. Parmi elles prime, bien sûr, l'attaque à la mémoire. Mass médias, écrivains, journalistes, magistrats, policiers et carabinieri accèdent aux écoles depuis des décennies ; ils écrivent et parlent partout, concourant à qui arrivera à présenter de la manière la plus désespérée les années d'histoire où les classes s'affrontaient presque à armes égales en Italie.

Cette logique de la prévention, de la manipulation des consciences, est rentrée aussi dans les places, dans les prisons, dans les tribunaux. Gênes 2001 a bien mis en évidence que, quand il n'y a plus de "dialogue", la violence n'a pas de limite. Ainsi dans les prisons et les tribunaux : le camarade qui y est amené est la démonstration d'une conscience qui a échappé au filet du révisionnisme historique, l'action contre-révolutionnaire prend alors sa dimension violente.

Les procès ne sont aujourd'hui qu'une ennuyeuse formalité pour distribuer le maximum de la peine ; et les prisons sont le royaume d'un pouvoir

absolu, celui des matons, des juges et des appareils militaires.

2. C'est particulièrement vrai contre les prisonniers révolutionnaires des BR-PCC avec l'article 41bis. Que signifie cette nouvelle attaque contre les camarades emprisonnés ?

Le groupe de camarades qui a donné vie à la continuité de l'expérience des BR-PCC avec les exécutions de D'Antona et de Biagi - des intellectuels bourgeois attelés à extorquer la plus-value du travail salarié - avait magistralement échappé aux mailles de la contre-révolution préventive ; il a reproposé la lutte contre l'exploitation capitaliste sur le plan de la rupture, du pouvoir. Cette manifestation d'impuissance de la prévention étatique, absolument inacceptable parce qu'elle ramenait les capitalistes à une époque qu'ils voudraient enterrée à jamais, ne pouvait qu'être l'objet d'une violence déterminée visant à constituer un puissant dissuasif. Pour cela, le groupe des camarades de BR-PCC a été frappé par la peine maximale (perpétuité) et enfermé dans des sections carcérales à régime d'article 41bis, c'est-à-dire d'isolement au degré maximum. Les conditions quotidiennes y sont poussées à la misère (courrier très rare et contrôlé, peu d'accès aux livres et revues, un parloir mensuel avec les vitres de séparation, etc.). Un régime carcéral qui comprend l'isolement politique par excellence, à savoir le procès en vidéoconférence, ou à distance

3. Qu'est-ce exactement que ces vidéoconférences ?

Dans ce cas, il n'est vraiment plus possible de parler de procès, puisqu'une partie prenante, l'"inculpé", n'existe plus : il est effacé. Il regarde le procès sur un écran installé dans une cellule à la prison, seul ou avec l'avocat ; les autres personnes présentes sont des matons et des officiels du tribunal. L'"inculpé" ou l'avocat ne peut intervenir dans la salle du tribunal, qui peut être à mille kilomètres de distance, qu'en demandant permission à l'officiel. Le tribunal peut ainsi décider commodément si et quand il fera rentrer la voix et l'image de l'"inculpé". Si le procès concerne un groupe d'"inculpés", la chose ne change pas : elle s'aggrave. En fait, ils ne pourront jamais - sous le régime de l'article 41bis - organiser quelque "défense collective" que ce soit, puisque chacun restera isolé comme d'habitude. Dans de telles conditions, la " farce " dont on parle dans les biographes des camarades tourne à un exercice, un jeu absurde, monstrueux, où l'adver-

saire est simplement imaginaire et condamné à l'avance. La tentative de couper les camarades des raisons, des rapports qui les ont conduit à une pratique de classe, ne pouvait être plus féroce. De cette manière - diront les stratèges de la contre-révolution - il sera toujours plus simple faire rentrer dans la tête des masses le concept de "terroriste", individu envers lequel il sera plus simple d'empêcher sympathie et identification.

Le tout a l'air macabre, comme d'ailleurs la bourgeoisie et le capital le sont dans l'époque impérialiste, et donne à voir la putréfaction dans laquelle on voudrait entraîner avant tout le prolétariat.

4. Cet article 41bis entache aussi une tradition importante du mouvement révolutionnaire : le procès politique. Quelle importance avait pour vous, à l'époque, le procès politique et qu'est-ce qu'on attaque avec cela ?

Il avait une importance formidable, justement ; comme cela a toujours été dans des procès visant ceux qui avaient réalisé une pratique révolutionnaire de classe, d'autant plus sous une forme collective.

En Italie, dans l'héritage fasciste de l'Etat, il y a le code pénal. Mais non sur le code de procédure pénale, dont la spécificité est précisément la détermination de la conduite du procès, de l'application des peines, de leur exécution, etc. Ce code est entré en application en 1990.

Il a vraiment redéfini les règles sur lesquelles nous nous appuyions en 1976, avec d'autres camarades, pour mener un procès de rupture. La rupture, nous la pratiquions par le refus de se considérer "inculpés", et en se présentant au contraire en comme "accusateurs", avec l'ensemble de la classe prolétarienne dont notre organisation était partie intégrante. Nous refusions les avocats, même ceux commis d'office, en les invitant à ne pas parler en notre nom.

Ce n'était pas une chose simple, mais ce fut sûrement un choix juste en nous permettant, dans l'élan de la lutte de masse révolutionnaire, de la pratique combattante de l'organisation dont nous étions membre, d'utiliser le tribunal pour faire connaître les luttes dans les prisons, pour donner une audience (international, également) à la ligne politique, la pratique passée et présente de notre organisation. Ce procès-là, nous l'avons complètement gagné. Il suffit ici de rappeler que la lutte contre les prisons spéciales (auxquelles la bourgeoisie avait donné la tâche de vaincre dans la lutte contre la révolution prolétarienne) se renforça au

point d'arracher d'importantes victoires, comme la fermeture du "camp de concentration" de l'île d'Asinara, et la démolition des vitres de séparation dans les parloirs.

La solidarité a augmenté envers du mouvement des prisonniers. La praxis de l'organisation et notre vie même en prison étaient plus que jamais unie à notre classe en lutte.

Le code de procédure pénale réformé a essayé de dépasser nombre des rigidités formelles ; par exemple en proposant à l' "inculpé" différentes formes de procès, tels que le "patteggiamento" (négociation de la peine avec reconnaissance préalable de culpabilité), le «*rito abbreviato*», le «*rito ordinario*». Toutes formes qui visent à entacher la solidité de l'"inculpé" en lui offrant des solutions atténuées en échange de l'abandon de son identité de rebelle ou de classe. Dans ce cas aussi la qualité change, puisqu'on peut présenter la pratique des "inculpés" comme coupée de la lutte de classe.

Et la réalité actuelle, comme le procès pour les faits du 11 mars 2006 à Milan, démontre malheureusement qu'une lutte juste peut être transformée par le procès en vengeance d'Etat (16 camarades ont écopé quatre ans de condamnation chacun !), et en même temps banalisée.

La lutte pour la politisation des procès, contre la "criminalisation des inculpés" peut commencer vraiment par le soutien aux camarades en prison, en faisant part aussi du "choix" de la conduite au procès, de l'attitude à tenir au tribunal. On ne peut jamais laisser seuls les prisonniers ; d'autant plus au moment où leur être révolutionnaire, ou même politique, va être traité par l'ennemi de classe. Sans cette présence de lutte, on continuera à assister à des arrestations, des procès durs, féroces par tous les aspects, condamnations comprises, comme dans ce du 11 mars 2006, ou celui des Cellules d'Offensive Révolutionnaire à Pise (pour ne rappeler que les cas les plus récents). Le procès en vidéoconférence, par sa charge destructrice inhérente (y compris les possibilités d'extension), par sa finalité de rupture de la continuité révolutionnaire, doit être intégré dans la lutte contre l'isolement et l'anéantissement, dont il est et il veut être un accomplissement.

Très peu de personnes en Italie savent que ce printemps s'est déroulé le procès contre les BR-PCC ; encore moins connaissent ce qui a été jugé, pourquoi cela s'est produit. Selon moi, nous devons faire en sorte qu'il se passe exactement le contraire. On ne retourne jamais en arrière, d'autant

moins dans la lutte de classe ; tout en admettant les transformations continues que le mouvement cyclique capitaliste impose à la société. Comme toujours, on trouvera les solutions au fur et à mesure qu'on affrontera concrètement l'isolement et l'anéantissement.

(15 août 2006)

Adresses des prisonniers révolutionnaires actuellement détenus en Italie

Adresses des camarades incarcéré(e)s en Italie parce que considéré(e) comme militant(e)s des BR où condamné(e)s pour leur appartenance à une organisation communiste combattante.

Aiosa Francesco, Casa Circondariale, viale dei Tigli 14 - 13900 Biella (BI), Italie.

Arcano Gloria, Casa Circondariale, via Aspromonte 100 - 04100 Latina (LT), Italie.

Berardi Susanna, Casa Circondariale, via Aspromonte 100 - 04100 Latina (LT), Italie.

Blefari Melazzi Diana, Casa Circondariale "Mario Gozzini", via Girolamo Minervini 8R - 50142 Firenze (FI), Italie.

Broccatelli Paolo, Casa Circondariale, via Paluzza 77 - 33028 Tolmezzo (UD), Italie.

Cappello Maria, Casa Circondariale, via Aspromonte 100 - 04100 Latina (LT), Italie.

Cherubini Tiziana, Casa Circondariale, via Aspromonte 100 - 04100 Latina (LT), Italie.

Colla Giorgio, Casa Circondariale, viale dei Tigli 14 - 13900 Biella (BI), Italie.

De Maria Nicola, Casa Circondariale, viale dei Tigli 14 - 13900 Biella (BI), Italie.

Di Cecco Giovanni, Casa Circondariale + Casa di Reclusione, via

Lamaccio 21 - 67039 Sulmona (AQ), Italie.
Di Lenardo Cesare, Casa Circondariale, viale dei Tigli 14 - 13900 Biella (BI), Italie.
Donati Franco, Casa Circondariale + Casa di Reclusione, via Lamaccio 21 - 67039 Sulmona (AQ), Italie.
Fabrizi Barbara, Casa Circondariale, via Aspromonte 100 - 04100 Latina (LT), Italie.
Felice Pietro Guido, Casa Circondariale, viale dei Tigli 14 - 13900 Biella (BI), Italie.
Fosso Nino, Casa Circondariale + Casa di Reclusione, via Lamaccio 21 - 67039 Sulmona (AQ), Italie.
Galloni Franco, Casa Circondariale, via delle Macchie 9 - 57124 Livorno (LI), Italie.
Garavaglia Carlo, Casa Circondariale + Casa di Reclusione, via Lamaccio 21 - 67039 Sulmona (AQ), Italie.
Grilli Franco, Casa Circondariale + Casa di Reclusione, via Lamaccio 21 - 67039 Sulmona (AQ), Italie.
Lioce Nadia Desdemona, Casa Circondariale, via Amiternina 3 località Costarelle di Preturo - 67100 L'Aquila (AQ), Italie.
Lupo Rossella, Casa Circondariale, via Aspromonte 100 - 04100 Latina (LT), Italie.
Mazzei Michele, Casa Circondariale + Casa di Reclusione, via San Biagio 6 - 81030 Carinola (CE), Italie.
Mezzasalma Marco, Casa di Reclusione, via Burla 59 - 43100 Parma (PR), Italie.
Minguzzi Stefano, Casa Circondariale, viale dei Tigli 14 - 13900 Biella (BI), Italie.
Morandi Roberto, Casa Circondariale, via delle Campore 32 - 05100 Terni (TR), Italie.
Pizzarelli Ario, Casa Circondariale, viale dei Tigli 14 - 13900 Biella (BI), Italie.
Ravalli Fabio, Casa Circondariale + Casa di Reclusione, via Lamaccio 21 - 67039 Sulmona (AQ), Italie.
Scarabello Stefano, , Casa Circondariale, via delle Campore 32 - 05100 Terni (TR), Italie.
Vaccaio Vincenza, Casa Circondariale, via Aspromonte 100 - 04100 Latina (LT), Italie.

Adresses des prisonnier(e)s anarchistes et communistes arrêté(e)s parce que considéré(e)s comme auteurs des actions contre des casernes, des sièges de partis de droite et de multinationales, ou simplement détenu(e)s comme membres d'une "association subversive".

Boccaccini Simone, Casa Circondariale + Casa di Reclusione, via Prati Nuovi 7 - 27058 Voghera (PV), Italie.

Bonamici Federico, Casa di Reclusione, via Nuova Poggioreale 177 - 80143 Napoli Poggioreale (NA), Italie.

Bonamici Giuseppe, Casa di Reclusione, strada statale 31 - 15100 Alessandria San Michele (AL), Italie.

Fadda Ivano, Casa Circondariale, via Enrico Albanese 3 - 90139 Palermo Ucciardone (PA), Italie.

Gioia Francesco, Casa Circondariale + Casa di Reclusione, via Maiano 10 - 06049 Spoleto (PG), Italie.

Guerini Silvia, Casa Circondariale + Casa di Reclusione "La Dozza" , via del Gomito 2 - 40127 Bologna (BO), Italie.

Lai Antonella, Casa Circondariale, via Appia km 6.500 - 81055 Santa Maria Capua Vetere (CE), Italie.

Ragusa Costantino, Casa Circondariale + Casa di Reclusione, via Prati Nuovi 7 - 27058 Voghera (PV), Italie.

(Septembre 2006 - info : www.autprol.org/olga)

Sommaire

Les chemins de la Révolution en Italie - Des années '70 à... demain... (deuxième partie)

- | | |
|---|---------|
| 12. 1980 : la première crise | page 1 |
| 13. 1981 : offensives et divisions | page 7 |
| 14. 1982 : le tournant de la défaite tactique | page 15 |
| 15. La retraite stratégique | page 21 |
| 16. Des années '90 à ... demain | page 25 |
| 17. In memoriam | page 28 |

Document déposé par les militants des BR-PCC Nadia Lioce et Roberto Morandi aux actes de l'audience préliminaire du "procès Biagi" le 5 octobre 2004 au tribunal de Bologne (= audience du 13 septembre 2004 à la Cour d'Assises de Rome)

page 35

Interview du camarade Maurizio Ferrari, un des fondateurs des Brigades Rouges qui a été emprisonné pendant trente ans, sur la situation actuelle de la répression en Italie.

page 43

Adresses des prisonniers révolutionnaires actuellement détenus en Italie

page 49